

Rapport d'activité

**2011**

Syndicat  
pour la Promotion  
des Communes  
de la Polynésie française



# Rapport d'activité 2011 Syndicat pour la Promotion des Communes de la Polynésie française

## L'ÉDITORIAL DU PRÉSIDENT



Pour le SPC et les élus communaux, 2011 restera comme une année charnière.

Elle a d'abord marqué la fin de la compétence du SPC en matière de formation des agents communaux. C'est une page importante de l'activité du SPC qui s'est tournée définitivement avec la montée en puissance de la mise en œuvre de la fonction publique communale, et notamment la création du CGF. Cependant tout a été fait pour que ce transfert se déroule dans les meilleures conditions pour les communes et dans la continuité, afin que les agents et les usagers des services publics ne soient pas pénalisés par cette évolution.

Ensuite, l'implication du SPC dans la défense des intérêts des communes s'est renforcée dans le domaine des finances, compte tenu de la crise que traverse le FIP, avec les retards de versement du Pays qui ont pénalisé les projets d'investissement du monde communal. Au nom de l'intérêt général, le SPC a fédéré les élus bien au-delà des clivages traditionnels, et son action a été reconnue par l'ensemble de nos partenaires.

Dans un tout autre domaine, la création d'un groupe de travail chargé du dossier du traitement des déchets, qui incombe dorénavant aux communes, a mobilisé nos élus et leurs cadres. Je dois dire que cette implication a été très productive, tout au long des réunions qui se sont succédé au cours du second semestre de l'année.

Vous le découvrirez à la lecture du document que vous tenez entre vos mains, l'activité du SPC au cours de l'année 2011 a été également soutenue dans ces compétences traditionnelles : AEP, formation des élus, informatique. Ce document a pour ambition de vous apporter tous les éléments nécessaires à une bonne compréhension des dossiers qui ont constitué la vie du SPC en 2011.

Je vous remercie de votre attention.

**Teriitepaiatua MAIHI**



## LE BILAN 2011 PAR MISSION STATUTAIRE

**Les projets réalisés en 2011 sont présentés succinctement ci-dessous. On trouvera les détails en annexe dans les tableaux récapitulant l'activité par archipels et communes.**

### ► Etudes

- La poursuite des études permettant de mieux connaître la ressource de surface et de déterminer des filières de traitement adaptées au contexte polynésien. Les communes concernées sont Nuku Hiva, Ua Pou et Raivavae,
- La poursuite d'études permettant de connaître l'état de santé des forages exploités,
- L'actualisation des schémas directeurs de Ua Pou et de Gambier,
- L'actualisation de l'étude sur le recueil et le stockage de l'eau de pluie aux Tuamotu (en cours),
- Les schémas directeurs de Manihi et de Rangiroa (en cours).

### ► Maîtrises d'œuvre

- Le suivi des travaux de rénovation de l'AEP de Hakahau, Ua Pou,
- La rédaction d'une consultation et le démarrage de travaux de rénovation des appareils de télé-surveillance à Tubuai,
- La rédaction d'une partie de l'appel d'offres de travaux de rénovation de l'AEP de Raivavae (voir ci-dessous).

...

### RAIVAVAE

## Le réseau d'eau en bonne voie

**Les 905 habitants de la commune de Raivavae disposeront dans un avenir assez proche d'un réseau d'adduction d'eau potable.**

La mise en place d'un réseau d'adduction en eau potable à Raivavae se heurtait depuis plusieurs années à des difficultés diverses, essentiellement au refus d'une partie de la population d'accepter la mise en place de forages destinés à pomper l'eau de la nappe phréatique. Sollicité par le maire, Bruno Florès, le département AEP du SPC avait élaboré en 2009 une solution technique qui reposait sur l'utilisation des captages des eaux de surface sur plusieurs cours d'eau, le traitement puis le stockage de l'eau dans un réservoir d'une capacité de 400 m<sup>3</sup> et ensuite sa distribution à la population. Sur la base de ce schéma directeur, la commune a ensuite travaillé sur la maîtrise foncière des futurs sites AEP, et procédé à la recherche des financements nécessaires aux travaux.

Ainsi, en 2010 mais surtout en 2011, le SPC a rédigé l'appel d'offres relatif aux travaux préliminaires (tranche 1 : levés topographiques, analyses de l'eau). L'ouverture des plis a été l'occasion pour l'Etat (Subdivision Administrative des Iles Australes) et pour le SPC de réaliser une mission conjointe au mois de mai 2011. La délégation menée par le Tavana Hau des Iles Australes M. Eric Berthon a également visité l'un des sites de captage. Au cours du deuxième semestre 2011, le département AEP a en-

tamé la rédaction des documents d'appel d'offres de la deuxième tranche de travaux. Celui-ci n'a pas été publié car la convention de financement correspondante n'a pas pu être signée en 2011 (en attente de la maîtrise foncière par la commune). L'ensemble des travaux se dérouleront en plusieurs phases, dont trois étapes de pose des canalisations. Le coût total de cette opération, financée à 90% par l'Etat et le Pays, devrait atteindre environ 600 millions de F CFP.



# Une mascotte pour sensibiliser la population

Le Projet PAPE (Partenariat pour la Potabilité de l'Eau) a pris une nouvelle tournure en 2011 avec l'élaboration d'une campagne de communication destinée à informer la population de l'ensemble des enjeux liés au service de l'eau potable dans les communes.

Cadres et élus impliqués dans le projet ont été réunis à plusieurs reprises au cours de l'année 2011 pour finaliser les principes de la campagne de communication, valider la mascotte et la brochure. Afin de rendre le projet sympathique, une mascotte a été imaginée par l'agence de communication chargée de réaliser les supports à distribuer à la population au premier trimestre 2012.

Le département AEP a dévoilé, en septembre 2011, aux élus et aux cadres la brochure d'information destinée à la population des 6 communes concernées par le projet : Tubuai, Tumaraa, Taputapuata, Tahaa, Huahine et Rimatara. Ceux-ci ont avalisé le nom de la mascotte, examiné le projet de brochure et complété, voire modifié les éléments qu'elle contient.

La campagne de communication programmée pour le premier trimestre de l'année 2012 constitue un volet important du projet : impliquer la population. En effet, les efforts en matière d'organisation des services hydrauliques, d'amélioration du réseau et des taux de



potabilité entrepris par les différentes communes tout au long des derniers mois ont pour seul but d'améliorer le service de l'eau à destination de la population.

Il est donc logique de l'impliquer dans le processus et de lui expliquer notamment pourquoi ce service à un coût et pourquoi il est important de régler sa facture d'eau à la commune.



Le projet PAPE comporte une méthode de travail participative, impliquant les cadres des communes concernées.

### Conseil / Assistance à la gestion

Le projet **PAPE** « **P**artenariat pour la **P**otabilité de l'**E**au » est un projet important dans le cadre de cette mission de conseil/assistance.

Il a pour but de **mettre en place une véritable gestion du service de l'eau potable et donc de produire et de distribuer de l'eau potable.**

Les objectifs intermédiaires sont les suivants :

- **Mettre à disposition les moyens nécessaires au projet,**
- **Définir une politique communale de l'eau,**
- **Définir une politique commerciale et tarifaire de l'eau,**
- **Définir une politique de communication auprès de la population,**
- **Réorganiser le service hydraulique** afin d'en améliorer l'efficacité si nécessaire en recrutant de nouveaux agents.
- **Former les agents** aux activités d'exploitation, d'entretien et de maintenance, aux règles d'hygiène et sécurité et au fonctionnement d'un réseau hydraulique.

Un premier projet pilote (2006 – 2008) a été réalisé avec les communes de Huahine et Rimatara. Puis en 2009, a démarré le projet PAPE en soi avec 4 communes (Tahaa, Taputapuata, Tubuai et Tumaraa) par la réalisation d'un audit des services hydrauliques, qui a abordé les aspects techniques, organisationnels et de gestion. ...

## Les faits marquants de l'année

- L'évolution de certaines communes dans la gestion du SPIC (Service Public Industriel et Commercial) Eau potable, notamment en termes de qualité du service rendu, de communication auprès de la population, de compréhension des budgets annexes de l'eau, d'organisation interne et de coupures d'eau pour non paiement,
- La réalisation de journées portes ouvertes pour la journée mondiale de l'eau,
- Le séminaire « Politique commerciale et tarifaire de l'eau » avec les 6 communes partenaires du projet PAPE,
- Les travaux de rénovation du réseau hydraulique de HAKAHU à UA POU,
- Le démarrage de deux études de schémas directeurs de distribution d'eau potable aux Tuamotu,
- Les travaux relatifs à la clarification de la situation juridique du SPIC eau potable aux Tuamotu.



## UA POU

### A la recherche d'une filière de traitement de l'eau



L'alimentation en eau du village de Hakahau, commune de Ua Pou, est basée sur l'exploitation de captages d'eau de surface. De part leur nature, les eaux de surface sont de qualité et de quantité variables.

En 2010, le SPC a lancé une étude de caractérisation des eaux, poursuivie en 2011. Cette étude consiste :

- en l'enregistrement en continu de la turbidité (mesure du caractère trouble de l'eau, dû à la présence de particules plus ou moins fines) et du débit des captages sur une période d'un an,
- en l'analyse d'échantillons d'eau.

Il s'agit de mieux connaître la qualité de l'eau brute et sa variabilité dans le temps, et également de vérifier que les captages sont suffisamment productifs pour répondre aux besoins en eau de la population, même en période d'étiage. De juin à novembre 2011, une petite unité de traitement (Unité Compacte Degrémont, capacité : 5 m<sup>3</sup>/jour) a été testée par la Société Polynésienne des Eaux et de l'Assainissement, à la demande de la commune de Ua Pou.

Les résultats ont montré que le traitement utilisé (coagulation/floculation – décantation – filtration rapide sur sable) n'était pas adapté, notamment du fait de la faible turbidité des eaux captées.

En 2012, à l'issue de la campagne d'analyse des eaux, une étude de définition et de dimensionnement sera lancée par le SPC afin de concevoir une unité de traitement adaptée.

L'année 2010 a été consacrée à la remise à niveau des installations et aux premières formations.

**En 2011**, le projet s'est poursuivi avec notamment la réalisation de :

- Une journée portes ouvertes pour marquer la journée mondiale de l'eau, dans les communes concernées,
- Les analyses budgétaires des 6 communes partenaires et un séminaire «Politique commerciale et tarifaire de l'eau»,
- Un bilan d'étape avec les 4 communes ayant intégré le projet en 2009,
- La conception d'une campagne de communication auprès de la population des 6 communes,
- Des formations techniques.

Dans ces communes on peut constater une réelle prise de conscience et une meilleure compréhension de ce qu'est un SPIC eau potable dans l'ensemble de ses aspects : politique tarifaire, communication auprès de la population, budget et équilibre, organisation, management...

...

## PREMIÈRE

### La Journée Mondiale de l'Eau célébrée dans les îles



**Célébrée dans le monde entier le 22 mars chaque année, jusqu'à présent la manifestation de la Journée Mondiale de l'Eau se déroulait essentiellement à Papeete ou dans les communes voisines de la capitale. Cette année, dans le cadre du projet PAPE porté par le SPC, quatre communes des îles ont participé à l'événement.**

La journée mondiale de l'eau est une manifestation qui a été instituée par l'ONU, et qui se tient le 22 mars de chaque année. Cette manifestation annuelle constitue une opération de communication qui permet d'attirer l'attention des populations et des médias sur une thématique liée à l'eau.

Le SPC a souhaité marquer cette date en 2011 en plaçant cette manifestation dans le contexte et dans le calendrier du projet PAPE qu'il met en œuvre pour les communes de Tahaa, Taputapuataea, Tumaraa (Iles-Sous-le-vent) et Tubuai (Australes).

Coordonnées par le SPC, les différentes manifestations ont pris la forme de visites de lieux de production d'eau potable ouverts à la population, de projection d'un film sur la ressource en eau en Polynésie française et d'explication autour de trois visuels sur les thèmes des cycles de l'eau, des gestes simples pour économiser l'eau et de la structure des coûts du service de l'eau dans chaque commune participante.

# Une campagne de communication : «Païement au compteur et économie d'eau»

Membre de la compétence AEP du SPC, la commune de Nuku Hiva a fait appel au SPC pour élaborer une campagne de communication destinée à informer sa population de la mise en place du paiement au volume du service de l'eau potable, dans un contexte de raréfaction de la ressource en raison de mauvaise habitude de consommation par les usagers. Un dépliant bilingue Marquisien / français a été distribué à la population pour lui expliquer les enjeux liés à sa consommation d'eau. Le SPC a apporté son expertise en conseillant la commune sur la meilleure approche à adopter pour inciter les usagers à modifier leur comportement en matière de consommation d'eau.

La conception de la campagne a été prise en charge par le SPC, la fabrication des supports par la commune.

The collage consists of four posters:

- Top Left:** Titled 'LA ITI MAI TA Û MONI E UTU MA TE TIŌHI TOITOI I TE VAI E TAHE PU NEI, E PAO PU NEI' (We must pay for the water we use). It explains that water is a precious resource and that users must pay for what they consume.
- Top Right:** Titled 'E VAETUKIA TE VAI, A HAA TAETAE' (We must take care of the water, and it will be abundant). It emphasizes that responsible water use leads to its availability.
- Bottom Left:** Titled 'PEHEA I TE VAI E TAHE PU NEI ? COMMENT REPÉRER UNE FUITE ?' (Why is the water being used? How to detect a leak?). It provides tips on how to identify and fix leaks in homes.
- Bottom Right:** Titled 'E HAAUTUĀ TE VAI L'EAU DU ROBINET EST PAYANTE' (Take care of the water, the water from the tap is paid for). It states that from July 1, 2011, water from the tap is no longer free.

Concernant le volet «Politique commerciale et tarifaire de l'eau», quatre communes sur 6 réalisent des coupures d'eau pour non paiement. A noter également, le démarrage en 2011 de la phase 2 du projet PAPE (objectif : allonger la durée de vie des installations électriques).

En dehors du projet PAPE, on peut également citer les projets ou actions suivantes :

- La réalisation d'une campagne de communication à Nuku Hiva dans le cadre de la mise en place de la facturation au volume,
- La déclinaison de supports de communication utilisés pour la journée mondiale de l'eau à Raiavavae,
- Le début d'une programmation des projets de la compétence AEP sur plusieurs années (2012-2016),
- Le démarrage d'un outil d'observation de l'évolution des SPIC eau potable de Polynésie française,
- La poursuite des autocontrôles dans 8 communes, soit près de 20 000 usagers concernés. Ces autocontrôles sont essentiels au fonctionnement des réseaux d'eau car seuls ceux-ci permettent de déterminer la potabilité de l'eau. La saisie des résultats d'auto-contrôles a été poursuivie.

## Contrôle de délégation du service de l'eau

En raison d'un plan de charge important, aucune action n'a été entreprise dans le cadre de cette mission.

## Missions des agents de la compétence pour 2011

Les agents de la compétence ont réalisé au cours de l'année 2011 :

- **62 déplacements**
- **153 jours de missions.**

## Modification statutaire

Les élus se sont interrogés et ont discuté de l'avenir de la compétence AEP au sein du SPC au-delà de l'échéance 2016.

A court terme, les élus ont fixé un «objectif Eau potable en 2016» et demandé la mise en place d'une programmation sur plusieurs années (2012 – 2016) des projets de la compétence.

## Conclusions

On constate une nette évolution de la perception des SPIC par les communes du projet PAPE mais également par d'autres communes (Nuku Hiva, Raiavavae). En effet, les élus et agents ont une meilleure compréhension de ce qu'est un SPIC eau potable dans l'ensemble de ses aspects : politique tarifaire, communication auprès de la population, budget et équilibre, organisation, management...

Le projet PAPE est un projet phare pour la compétence AEP. Il donne une image positive du SPC et du département AEP. Il est surtout «porteur d'espoir» sur la capacité des communes à distribuer de l'eau potable en régie communale.

En interne, les compétences des agents augmentent et se diversifient avec une meilleure mutualisation. Une clarification du positionnement du SPC par rapport à certaines communes adhérentes s'impose.



Le SPC assiste les communes dans le dépouillement des offres relatives aux marchés de travaux pour l'adduction en Eau potable. Ici à Raiavavae.

## Le personnel de la compétence AEP

Le personnel est actuellement constitué de :

- Marie-Laure LAI KOUN SING, ingénieur AEP,
- Valhere RICHMOND, ingénieur adjointe,
- Serge CARABASSE, technicien AEP,
- Anaëlle DROLLET, technicienne AEP,
- Valhere LI SHENE, technicienne AEP,
- Moon TAAE, technicien AEP.

## Le détail des projets réalisés

### ► Les études

Archipel	Commune	Opération	Détails/description de l'opération	Rôle du SPC dans l'opération	Financement de l'opération	Observations
Australas	Raivavae	Etude Filière de traitement	Installation de matériels de mesure, réalisation de prélèvements et analyses d'échantillons d'eau, et dimensionnement de la filière de traitement adapté	Définir l'étude, rédiger l'appel d'offres (travaux et prestations intellectuelles). En 2011 : Rédaction de l'appel d'offres, lancement des travaux, réception des travaux, premiers prélèvements	Travaux pris en charge par la commune : 80% Etat + 20% commune Analyses à la charge du SPC : 80% FIP + 20% SPC	En cours
Marquises	Nuku Hiva	Filière de traitement	Etude réalisée par un prestataire externe	Suivi	-	-
Marquises	Ua Pou	Actualisation du schéma directeur de Ua Pou	Actualisation suite aux levés topographiques et après ouverture des plis de la tranche 1	Réaliser l'actualisation en interne	80% FIP + 20% SPC	Terminé
Marquises	Ua Pou	Etude Filière de traitement	Installation de matériels de mesure, réalisation de prélèvements et analyses d'échantillons d'eau, dimensionnement de la filière de traitement adapté	Définir l'étude, rédiger l'appel d'offres (travaux et prestations intellectuelles). En 2011, suivre les prélèvements d'échantillons, analyser les mesures de débit et turbidité	Partie prestations intellectuelles : 80% FIP + 20% SPC	Prélèvements en cours
Tuamotu - Gambier	Gambier	Actualisation du schéma directeur de Rikitea	Actualisation du schéma directeur en vue de la réalisation d'extension de réseau	Réaliser l'actualisation en interne	80% FIP + 20% SPC	Terminé
Tuamotu - Gambier	Manihi	Schéma directeur de distribution en eau potable	Réalisation du schéma directeur	La réalisation de l'étude est externalisée. SPC : définir le cahier des charges de l'étude, lancer la consultation, suivre l'étude.	80% FIP + 20% SPC	En cours
Tuamotu - Gambier	Rangiroa	Schéma directeur de distribution en eau potable	Réalisation du schéma directeur	En 2011 : pour Manihi, lancement de l'étude et suivi, pour Rangiroa, cahier des charges, consultation, lancement et suivi de l'étude	80% FIP + 20% SPC	En cours
Tuamotu - Gambier	Multi communes	Etude sur le recueil et le stockage d'eau de pluie	Actualisation d'une étude réalisée par le SPC en 1984/85.	Consultation de Météofrance, suivi de l'étude	80% FIP + 20% SPC	En cours
Multi archipels	Multi communes	Suivi du vieillissement des forages	Réalisation d'essais de pompage par paliers, interprétation sommaire. Réalisation d'une étude (externalisée) approfondie.	Réaliser les essais de pompage. Rédiger la consultation et suivre l'étude externalisée. En 2011 : essais de pompage en interne, pour l'étude externalisée : cahier des charges et consultation.	Essais de pompage : 100% fonds propres SPC Etude externalisée : 80% FIP + 20% SPC	En cours

### ► La maîtrise d'œuvre

Archipel	Commune	Opération	Détails/description de l'opération	Rôle du SPC dans l'opération	Financement de l'opération	Observations
Australas	Raivavae	Rénovation du réseau Sud	Pose de canalisations hydrauliques, construction d'un décanteur, d'un filtre à sable lent et d'un réservoir	Rédiger l'appel d'offres, suivre les travaux. En 2011 : rédiger une partie de l'appel d'offres	80% FIP + 20% SPC	En cours
Australas	Tubuai	Rénovation de la télésurveillance	Remplacement des anciens Perax et des accessoires de télésurveillance	Rédiger la consultation, suivre les travaux. En 2011 : rédiger la consultation, lancement des travaux	80% FIP + 20% SPC	En cours
Marquises	Ua Pou	Rénovation du réseau de Hakahau	Pose de canalisations hydrauliques, construction de réservoirs intermédiaires	Rédiger l'appel d'offres, suivre les travaux. En 2011 : suivre les travaux	80% FIP + 20% SPC	En cours

## ► Le conseil et l'assistance à la gestion des réseaux d'eau

Archipel	Commune	Opération	Détails/description de l'opération	Rôle du SPC dans l'opération	Financement de l'opération	Observations
Marquises	Nuku Hiva	Campagne de communication	Campagne de communication auprès de la population sur la mise en place du paiement de l'eau au volume	Accompagner la commune dans la définition de la campagne de communication	Conception de la campagne : 100% fonds propres SPC	Terminé
Multi archipel	Multi communes	PAPE - Partenariat pour la Potabilité de l'Eau : Communes de Huahine, Rimatara, Tahaa, Taputapuataea, Tubuai, Tumaraa	Projet de formation action dans les domaines technique, financier et de management. En 2011, Journée portes ouvertes pour la Journée mondiale de l'eau, définition de la campagne de communication auprès de la population, analyses budgétaires, séminaire, «politique commerciale et tarifaire de l'eau», bilan d'étape à mi-parcours, formations et bilans trimestriels.	En 2011 : Proposer la journée portes ouvertes, définir la campagne de communication en partenariat avec les communes, réaliser les analyses budgétaires, réaliser le séminaire et le bilan d'étape, assurer les formations, réaliser avec la commune les bilans trimestriels	100% fonds propres SPC	Réalisation permanente
Multi archipel	Multi communes	Calcul des indicateurs techniques	Calculs des indicateurs techniques : volumes produits, distribués, consommés, rendement de réseau, indice linéaire de perte (Huahine).	Réaliser les calculs	100% fonds propres SPC	Réalisation permanente
Multi archipel	Multi communes	Base de données analyses de l'eau	Réalisation et renseignement d'une base de données relative aux résultats d'analyses faites dans le cadre des auto-contrôles.	En 2011 : Renseigner la base de données	100% fonds propres SPC	Réalisation permanente
Multi archipel	Multi communes	Suivi des autocontrôles	Suivi de l'exécution des contrats d'auto-contrôles signés entre les communes et les laboratoires. Après 3 ans, renouvellement des contrats.	En 2011 : Suivre l'exécution des contrats	100% fonds propres SPC	Réalisation permanente

## ► Les projets globaux

Archipel	Commune	Opération	Rôle du SPC dans l'opération	Etat
Tuamotu Gambier	16 communes des Tuamotu	Clarification de la situation juridique du service Eau potable	Impulser le travail, animer des réunions de concertation avec l'ensemble des partenaires institutionnels	En cours
Multi archipel	Multi communes	Programme Eau potable 2012 - 2016	Etablir des scénarios possibles d'exécution des différents projets des différentes communes, estimer les moyens nécessaires, choisir un calendrier. En 2011 : estimation des moyens nécessaires	En cours
Multi archipel	Multi communes	Outil d'observation de l'évolution des SPIC en Polynésie française	Etablir un outil permettant d'observer l'évolution de la gestion des SPIC eau potable en Polynésie française. En 2011 : début de conception de l'outil	En cours



## LE PROJET FPC

**Le SPC occupe une place importante dans le paysage institutionnel polynésien. Il est associé aux travaux de réforme sur des chantiers importants comme :**

- **La mise en œuvre de la Fonction Publique Communale,**
- **L'application aux communes polynésienne du Code général des Collectivités Territoriales (CGCT),**
- **Le financement des communes.**

**L'accompagnement des communes dans la mise en place des réformes constitue une importante mission du SPC. Celui-ci agit également comme une structure fédératrice des élus communaux, constituant ainsi l'interlocuteur crédible et privilégié des institutions et services du Pays ou de l'Etat.**

L'action en faveur de la mise en place d'une FPC réellement adaptée au monde communal a constitué l'essentiel des actions et des dépenses de la compétence.

Cet effort s'est traduit :

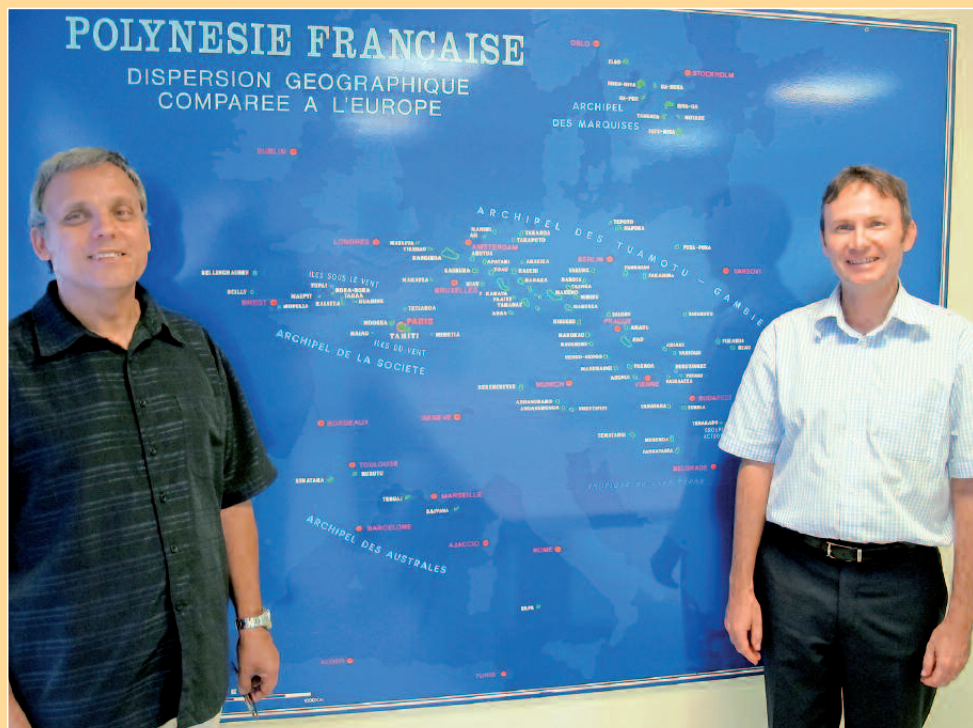
- Par la poursuite de la mission du chef de projet,
- Par la décision, en liaison avec le CGF créé en fin d'année, de transférer 6 agents du SPC au CGF, le chef de projet comme directeur, la directrice de la formation et 2 responsables de formation et 2 agents du secrétariat. Ce transfert se concrétisera début 2012,
- Par l'organisation de groupes de travail : 4 pour les élus, avec la mobilisation de 42 élus pour 305 heures de travail et 5 pour les cadres avec la mobilisation de 64 agents pour 821 heures de travail,
- Par l'édition de 3 modes d'emploi,
- Par le lancement de la tournée d'information, actions d'information, mais aussi de promotion de la FPC dans l'ensemble des communes. ...



Le lancement officiel de la campagne d'information sur la FPC s'est déroulé dans la commune de Pirae, en présence du Haut-Commissaire, du Président du SPC et de Mme Béatrice Vernaudo, maire.

## RÉFORME

# La tournée dans les îles en partenariat avec la DIPAC et les services du Haut-Commissariat



La publication au JOPF du décret tant attendu a déclenché le calendrier de mise en œuvre de la FPC. Des cadres du SPC, de l'Etat et des élus formateurs ont entamé par Maupiti une tournée d'explication de la réforme dans la quasi totalité des communes polynésiennes.

Avec la publication des décrets d'application de l'ordonnance du 4 janvier 2005 et de plus de 50 arrêtés du haut-commissaire dans un avenir proche, la fonction publique communale devient peu à peu une réalité. Ces textes sont le fruit d'une longue et riche concertation avec les élus communaux et les organisations syndicales. Cette concertation a permis d'élaborer une nouvelle fonction publique originale, qui applique les principes républicains communs à toutes les fonctions publiques tout en étant adaptée au contexte singulier de la Polynésie française. La fonction publique communale va modifier en profondeur l'organisation des 48 communes et la situation de leurs agents. Elle vise à doter les agents d'un statut unique, mais aussi à assurer aux maires un recrutement transparent et de qualité. A cette occasion, les communes doivent réfléchir à l'organisation de leur administration et l'adapter pour renforcer leurs équipes en cadres et en techniciens, tout en maintenant leur masse salariale à un niveau raisonnable. La réforme institue les mêmes droits et les mêmes devoirs pour les 4 500 agents communaux aujourd'hui soumis à des régimes différents.

L'application de ces textes va nécessiter un lourd travail de sensibilisation, d'explication auprès des agents, que le SPCPF, les organisations syndicales et le haut-commissariat devront mener de concert.

Jean Silvestro et Pascal Doine pour le SPC, Christophe Huraut et Vaianu Oopa pour la DIPAC ainsi que des élus formateurs sont partis porter la bonne parole de la FPC dans les communes, pour expliquer le contenu de la réforme et de ses enjeux.

### ►Vers une uniformisation des statuts

La mise en œuvre de la fonction publique communale va permettre l'uniformisation des différents statuts existants aujourd'hui dans chaque commune.

L'objectif était de délivrer l'information la plus complète sur la mise en place de la réforme et les changements importants qu'elle va occasionner pour les agents des communes, qui vont devenir des fonctionnaires à l'issue du processus d'intégration. 4500 agents devront choisir entre leur statut actuel et celui de fonctionnaire. Ils auront un an pour se positionner.

La mise en place de concours pour le recrutement des nouveaux agents des catégories A, B, et C, et la possibilité pour les agents des communes d'évoluer professionnellement par le biais de formations ou de mobilité d'une commune à une autre vont constituer une forte évolution des mentalités. Cette tournée d'information a été financée par l'Etat, le FIP et le SPC.

## PARTENARIAT



## L'Etat finance les actions d'information de la FPC

Richard Didier, Haut-commissaire de la République en Polynésie française, et Teriitepaiautua Maihi, président du SPC, ont signé une importante convention de financement d'actions d'information et de formation dans la cadre de la mise en place de la FPC.

L'Etat, par l'intermédiaire de Marie-Luce Penchard, Ministre en charge de l'Outre-Mer, a décidé dès le début de l'année 2011 de soutenir l'élaboration d'un plan de formation des agents et décideurs locaux à la veille de l'entrée en vigueur d'un statut de la fonction publique communale.

Ce projet est porté par le Syndicat pour la Promotion des Communes de la Polynésie Française. L'Etat et le SPCPF ont signé le 23 juin 2011 une convention ayant pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier au SPCPF pour la réalisation de ce plan de formation.

Le plan, qui a été mis en œuvre dès 2011, comprend la réalisation de plusieurs actions :

- la participation au processus d'élaboration de la réforme ;
- la formation des acteurs et décideurs communaux à la nouvelle fonction publique communale ;
- l'information dans les communes ;
- la création d'un réseau professionnel relatif à la fonction publique communale pour les cadres ;
- une campagne de communication et d'information.

L'opération dont le montant est estimé à 34 272 013 F CFP est financée à 50 % par l'Etat et 50 % par le Fonds intercommunal de Péréquation. Ce financement vient s'ajouter au financement depuis 2009 du poste de chargé de mission fonction publique communale du SPCPF par l'Etat à hauteur de 19 297 670 F CFP, soit 60% du coût du poste sur deux ans.



## FOCUS

### Un lexique bilingue sur les sigles et mots-clés du vocabulaire communal



Les concepts d'intercommunalité ou de délégation de fonction vous sont-ils familiers ? Savez-vous ce que signifient APJA, CLAP, DDPC, OEC ? Comment traduire ces signes en *reo maohi* en leur conservant tout leur sens. C'est le fondement du «**Lexique bilingue des sigles, acronymes et mots clés du vocabulaire institutionnel communal polynésien**» publié par le SPC en juillet 2011. Il poursuit le double objectif de donner la signification des vocables les plus usités du vocabulaire communal en permettant leur accès dans les deux langues de la collectivité. La publication de cet ouvrage a concrétisé le souhait des élus communaux de Polynésie française de favoriser l'accès à l'information du plus grand nombre. L'élaboration de ce document de référence a débuté en avril 2009 pour s'achever en septembre 2010. Tous les éléments ont été expliqués et traduits en tahitien par un groupe de travail d'élus et de cadres communaux polynésiens.

## ► Les autres actions

Malgré le dossier prioritaire que constitue la FPC, d'autres dossiers ont été initiés ou poursuivis :

- Les finances communales, et en particulier le suivi du FIP, avec 5 groupes de travail (61 élus et 227 heures de travail),
- La gestion des déchets au IDV (dossier SEP), avec 5 groupes de travail (35 élus / cadres et 125 heures de travail),
- Le comité de pilotage des élus en septembre.

## ENGAGEMENT

### Les maires se mobilisent pour défendre le FIP



Avortée, la réunion tripartite État / Pays / Communes du 3 novembre sur le Fonds Intercommunal de Péréquation (FIP) a cependant débouché sur l'engagement du Pays à verser sa quote-part des mois de novembre et décembre. Une satisfaction pour l'ensemble des maires qui ont fait ainsi, et face au Pays, la démonstration de l'efficacité de leur unité.

Cet engagement moral a été obtenu après que les maires, réunis sous l'égide du SPC, aient rencontré séparément le Haut-commissaire de la République et puis le président du Pays, même si ce dernier semblait réticent à rencontrer ses partenaires. Le FIP est un fond destiné aux communes et groupements de communes. Il est géré par le comité des finances locales (CFL), co-présidé par le Haut-commissaire et le président du Pays. Les recettes du FIP sont constituées de :

**1. Une quote-part des impôts, droits et taxes institués par le Pays,**

**2. Une dotation de l'Etat en fonctionnement et une autre en investissement.**

Le principe de la répartition des impôts, droits et taxes institués par le Pays est de permettre au Pays et aux communes, dans le respect de leurs charges respectives, d'assurer leurs missions de service public. Cette quote-part ne constitue en aucun cas une subvention du Pays vers les communes, mais bien la participation du citoyen contribuable polynésien pour financer le service public communal.

En 2010, malgré un changement unilatéral de mode de calcul par le Pays, les versements du Pays, en s'appuyant sur l'application du taux de 17 % aux recettes perçues, ont permis de maintenir la trésorerie du FIP à 2,2 milliards minimum, soit 2 mois de versement des DNA. En 2011, un accord FIP / Pays prévoyait le versement de la dotation de 13,16 milliards par 1/12<sup>ème</sup>, soit 1,1 milliard par mois environ.

A l'issue de la négociation avec les maires, le président du Pays a mis fin au suspens en déclarant que le Pays assumerait ses responsabilités.



## Les maires reçus par la ministre de l'outre-mer

Profitant de leur séjour parisien lors du congrès de l'AMF, les maires polynésiens ont sollicité une rencontre avec Marie-Luce Penchard, ministre de l'outre-mer. La situation financière délicate que connaissent les communes polynésiennes et les solutions qu'il faut mettre en œuvre pour y remédier ont été au centre de l'entretien qui vient de se dérouler le jeudi 24 novembre 2011.

La rencontre s'est déroulée rue Oudinot, siège du ministère de l'Outre-mer. Cinq maires ou maires délégués et deux premiers adjoints entouraient Valentina Cross, maire de Teva I Uta et chef de la délégation. Cette unité a permis à la vice-présidente du SPC d'affirmer solennellement au ministre la vive inquiétude des maires devant une situation financière complexe, essentiellement liée aux retards de versement par le pays de sa quote part au Fonds Intercommunal de péréquation (FIP).

Le maire d'Arue a décrit la situation financière dans un exposé factuel et bien argumenté qui a mis en évidence une baisse du FIP de 20% depuis trois ans, compte tenu de la crise économique très conséquente qui frappe la Polynésie française.

Les différents participants ont évoqué les solutions techniques qu'il convient de mettre en œuvre à court et moyen terme pour sécuriser le bon fonctionnement du FIP, notamment par la mise en place d'un dispositif de compensation ou encore par l'affectation sous la forme



d'une dotation de la quote part du pays à ce fonds qui représente la majeure partie des recettes des communes.

Mme Penchard a fait preuve d'une réelle écoute et connaissance du dossier polynésien. Elle a exprimé aux représentants du monde communal le soutien de l'Etat dans le contexte difficile qu'ils connaissent, en soulignant toutefois les limites de l'action de l'Etat, qui s'exerce dans le cadre du statut d'autonomie interne de la Polynésie française. Elle a rappelé les obligations du pays concernant le FIP et souhaité

que les articles 52 et 53 de la loi organique portant statut de la PF soient rapidement clarifiés.

Ceci devrait mettre fin aux différences d'appréciation (Pays /communes) qui pénalisent son fonctionnement et le reversement aux communes de la quote part de la fiscalité prélevée sur les contribuables polynésiens qui leur revient, afin qu'elles puissent exercer normalement leurs compétences dans le cadre de leur autonomie financière et de leur libre administration.

## DÉPLACEMENT

### Une délégation du SPC au congrès des maires de l'AMF

Le congrès de maires commence par la rencontre des élus des communes ultramarines à l'occasion de la journée de l'Outre-mer qui se tient traditionnellement à la mairie de Paris. La délégation du SPC composée de 2 personnes était dirigée par sa vice-présidente, Valentina Cross, maire de Teva I Uta.

Le mois de novembre est un moment traditionnel de rencontre, d'échanges et de réflexions entre élus locaux venus de la France entière à l'occasion du congrès des maires. L'Outre-mer y était particulièrement à l'honneur puisque 2011 était son année officielle. La journée du 21 novembre qui se déroulait à l'Hôtel de ville de Paris a traité de problématiques spécifiques, comme les ressources humaines, les relations avec l'Union Européenne ou bien le déploiement de la télévision numérique.

Les élus ultra-marins sont nombreux à participer aux débats et ateliers du Congrès, porte

de Versailles, dont le thème de 2011 était « le maire, l'intérêt général et le citoyen ».

Tous les grands sujets de l'actualité communale sont traités à l'occasion de ces journées, comme par exemple :

- La mise en place des schémas départementaux de coopération intercommunale et leurs conséquences sur l'organisation territoriale,
- Les suites de la réforme fiscale, la péréquation, la crise de l'accès au crédit bancaire,
- Les tensions budgétaires,
- La réussite scolaire des enfants et le rôle que peuvent y jouer les maires,
- Les moyens de rendre son territoire attractif au plan économique.

Parallèlement, onze ateliers traitaient de sujets aussi divers que le Grand Paris, la forêt, l'Europe, le tourisme, l'adaptation des territoires au vieillissement de la population, le sport pour tous, la ville demain, le SCOT littoral,



l'énergie, la prévention de la délinquance, la communication publique locale...

Toutes problématiques qui intéressent autant les villes que les territoires ruraux, la métropole que l'Outre-mer, les territoires de plaine, de montagne ou du littoral, les communes et les intercommunalités... Une trentaine d'élus polynésiens dont 7 maires avaient fait le déplacement.

## ZOOM

### Un nouveau dispositif pour le traitement des déchets

La mise en place à la fin des années 1990 du CET de Taravao et du centre de tri de Motu Uta ont grandement amélioré le service en matière de traitement des déchets ménagers, dans un contexte où la compétence en matière de traitement des déchets était floue.

Une société d'économie mixte, la SEP, avait été créée, avec le Pays comme principal actionnaire et la participation des communes. Le service rendu par cette société a alors été encadré par des marchés passés avec les communes. Cependant, l'application du statut de 2004 et du CGCT a imposé aux communes d'assumer la compétence en matière de gestion des déchets, et ceci dans des délais imposés. En particulier, les communes des îles du vent doivent trouver une solution à la situation juridique complexe de la SEP, titulaire de marchés dont la validité juridique est douteuse depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, date butoir fixée par le CGCT pour que les communes mettent en place un service public des déchets verts et ménagers.

Mi-2011, un travail a été mené entre l'Etat, le Pays et les communes sur le sujet. Le principe de la création d'un syndicat mixte, dont le périmè-



Les maires des communes des îles du vent au cours de la visite du CET de Paitera en juillet 2011 à l'issue de la rencontre avec le ministre de l'environnement.

tre de compétence serait le traitement des déchets du Pays et des communes, a été arrêté en juillet 2011 lors d'une réunion à Taravao, en présence en particulier du ministre de l'environnement et des maires des îles du vent.



Le centre de tri des ordures ménagères de la SEP à Motu Uta

# La compétence Formation des Agents

## UNE COMPÉTENCE TRANSFÉRÉE

Le SPC est l'opérateur historique en matière de formations des agents communaux en Polynésie française, avec en particulier une montée en puissance depuis 1998 et le partenariat avec le CNFPT.

La mise en œuvre de la FPC en 2012 va transformer radicalement le paysage institutionnel en la matière. Le CGF, nouvel opérateur, aura l'exclusivité pour organiser et mettre en œuvre les actions de formation des agents.

Le SPC assurait ces dernières années entre 150 et 200 actions par an, pour près de 60 000 heures de formation et 2 000 stagiaires.

Malgré ces bons résultats, une compétence reconnue et la possibilité de continuer à intervenir en formation des agents en délégation du CGF, les élus communaux ont souhaité que le transfert de la formation des agents du SPC au CGF soit réalisé sans délai, avec un objectif également de transfert du personnel.

L'année 2012 sera donc par principe une année où le CGF assumera en toute autonomie la totalité du programme de formation des agents à destination de toutes les collectivités communales, et donc une année sans actions de ce type pour le SPC, avec même une modification statutaire pour supprimer cette compétence des missions du SPC.

## LES POINTS IMPORTANTES

Détaillé ci-après par métiers ou par communes, le bilan 2011 de la formation des agents se caractérise à la fois par une évolution sensible des résultats quantitatifs (*voir tableau ci-dessous*) mais aussi par la qualité des actions.

La formation des agents a concerné 19 domaines de prévention, avec des innovations appréciées comme le foncier, la petite enfance et les réseaux professionnels.

Le partenariat avec le CNFPT s'est poursuivi, avec notamment un appui indispensable pour la FPC.

Cette année 2011 a permis aussi la mise en œuvre concrète de la volonté affichée d'organiser des formations spécifiques à la demande des communes : 6 d'entre elles ont été concernées, pour 36 actions, 232 stagiaires et un coût direct de 7,7 MF CFP.

Il est à noter que ces excellents résultats ont été obtenus malgré une baisse du personnel affecté à la compétence, avec le départ au 2<sup>ème</sup> semestre de deux responsables de formation.

## LES PRINCIPAUX CHIFFRES

Année	Actions	Stagiaires	Heures stagiaires	Budget (M FCP) en coût direct	Moyens humains
2011	220	2 549	61 010	65,3	Directrice + 3,5 responsables
2010	158	2 020	60 991	58,5	Directrice + 4 responsables
2009	174	1 934	57 768	67,0	5 responsables de formation





## Quelques Chiffres...

**2011**  
220 actions  
2 549 stagiaires  
61 010 heures stagiaires  
pour un budget de 65 304 897 F CFP

**2010**  
158 actions  
2 020 stagiaires  
60 991 heures stagiaires  
pour un budget de 58 501 920 F CFP

4 RF avec 1 directrice de la formation  
et des restrictions budgétaires en mars 2010  
(coupe de 71 actions)

**2009**  
174 actions  
1 934 stagiaires  
57 768 heures stagiaires  
pour un budget de 67 036 622 F CFP

avec 5 RF sans direction spécifique

## LE DÉTAIL PAR MÉTIERS OU COMMUNES

### Sapeurs Pompiers

Poursuite de l'axe  
priorisé depuis 2 ans déjà,  
à savoir **les formations de  
base suite à recrutement.**

- **Poursuite des formations COD1 & COD2 :**  
formation de spécialité.

- **Poursuite du travail avec les chefs de corps**  
durant 5 jours.

Malgré ce travail, on constate toujours la  
difficulté à mettre en œuvre au retour dans leur  
service l'organisation de leur centre au niveau  
opérationnel comme administratif, le suivi des  
formations en interne ou avec le SPC, le suivi  
administratif et statistique leur activité, l'arrivée  
de la FPC et ses effets, l'entraînement sportif...

### Police Municipale

Une session de formation  
APJA considérablement  
relookée (séances de  
sport, intervention

d'experts pour illustrer les séances théoriques,  
les SPO renforcés, initiation à l'informatique,  
redéploiement des intervenants...).

Un effort sur les formations continues délocalisées en 2 modules (fondamentaux suite aux résultats à une étude de cas et nouveautés adaptées aux spécificités locales soit rural, urbain, archipel) pour pallier le retard pris par rapport au plan 2009- 2012 prévu avec le CNFPT (7 sessions sur les Marquises, Moorea, Tahiti, la presqu'île, Bora Bora, les Australes et Pirae).  
Un cursus de formation sur la gestion opérationnelle d'un service de PM (les fondamentaux, suivi de modules spécifiques soit milieu rural ou archipel soit urbain avec le concours d'un expert du CNFPT, directeur d'un service de PM en métropole et formateur au CNFPT).

### Bureautique

Une offre quasi identique  
aux autres années si ce  
n'est l'apparition de  
formations au logiciel

Powerpoint et 5 dédoublements d'actions du catalogue. Les formations se font désormais sur des journées pleines et en cours d'année, avec la possibilité de travailler soit sur la version 2003 ou sur la version 2007.

→ 10 actions spécifiques en direction de communes.  
3 sessions de 4h dans le cadre de la PM  
→ 20 pour les 24 stagiaires APJA.

### PAPE

Poursuite du plan  
de formation initié  
en 2010.

### Hygiène & Sécurité

→ 7 actions dédoublées  
pour faire face à  
la mobilisation  
grandissante des agents

qui prennent conscience des risques  
professionnels de leurs métiers.

→ 11 actions spécifiques en direction de  
communes.

### Services Techniques

Quelques nouveautés  
mais encore  
insuffisantes au regard  
des demandes qui

commencent à s'exprimer.

Des dédoublements cependant.

### Comptabilité Finances

Une offre plus adaptée  
aux besoins et des  
intervenants du Trésor  
Public qui savent,

en raison de leur bonne connaissance des  
communes, transmettre avec beaucoup  
d'exercices pratiques proches du quotidien  
des stagiaires.

Une formation sur le recouvrement à reconduire  
mais en la retravaillant.

### Administration générale

Le programme se poursuit  
d'une année sur l'autre,  
avec 5 dédoublements

et 3 actions spécifiques.

Un constat général : le réel travail à mener  
relèverait de la formation initiale et des  
difficultés à s'auto-évaluer sont repérées.

### Juridique

2 actions sur le foncier  
qui répondaient  
bien aux demandes :

→ Marchés publics :

mise en place d'un parcours modulaire,

→ CLAP session pour les dernières collectivités  
qui doivent passer au contrôle a posteriori.

### Management

Forte mobilisation  
qui a conduit à  
dédoubler une action

### Relations à la population

Poursuite du cursus  
de formation avec  
un 2<sup>ème</sup> niveau.



Formation «Etat civil» 2<sup>e</sup> niveau

## Contrat de projet

Poursuite du parcours initié en 2010

## Petite enfance

Poursuite du travail de professionnalisation des agents.

## Sécurité Prévention

Poursuite d'actions sur le PCS dont 1 organisée pour les élus – Formations «sirènes Tsunami» :

Une nouvelle mise en œuvre, un gros travail de refonte des scénarii pédagogiques, des formations de formateurs occasionnels pour le personnel qui va assurer ces formations et une expérimentation uniquement sur le dernier trimestre d'où les 8 annulations.

Toutefois les quatre sessions qui ont eu lieu ont permis de former des agents aptes à intervenir sur les sirènes dans cinq communes et douze îles des Tuamotu.



## CONCERTATION

# Les juristes communaux en réseau

L'institution communale connaît depuis maintenant plusieurs années de nombreux bouleversements d'ordre humain, juridique et technique. Dans ce contexte de réformes, la concertation ainsi que la réflexion sur les problématiques et difficultés du monde communal sont utiles.

## Formation Pédagogie

Investissement délibéré dans des formations de formateurs occasionnels et de

formateurs bureautique.

- Généralisation de réunions d'harmonisation des pratiques pédagogiques et renforcement du travail sur les supports de formation dans le domaines des Sapeurs Pompiers,
- Regroupement des 30 formateurs intervenants sur le cursus de formation APJA permettant ainsi à chacun de comprendre l'organisation globale de cette formation et toutes les thématiques abordées durant le cursus.

## Réseaux professionnels

Volonté forte de développer cette modalité formative pour faciliter l'échange entre

personnes d'un même domaine professionnel et apprendre ainsi des uns des autres.

4 réseaux ont été constitués en 2011 : Finances, RHFPC, Services techniques, PM.

Le réseau juridique s'est poursuivi avec pour sa 2<sup>ème</sup> réunion de l'année, en raison du thème «Responsabilités des élus et des agents», l'ouverture aux DGS et SG des communes de Tahiti.

Une session de travail pour «Tuteurs» dans le cadre du SPA.

Elles sont donc nécessaires à l'évolution des pratiques et modes de fonctionnement, afin de faire face avec efficacité aux défis qui se présentent aux communes.

Pour favoriser cette dynamique, le SPC a souhaité développer et animer des réseaux professionnels dans certains domaines de la vie communale (financiers, juridiques, techniques, pour n'en citer que quelques-uns). Ces réseaux ont pour vocation de fédérer l'ensemble des acteurs d'un domaine professionnel. Ils permettront aux cadres d'enrichir leurs pratiques par le partage d'informations, d'expériences et de productions. Actualiser leurs connaissances et leurs compétences, coopérer afin de résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés, et mettre en œuvre des dispositifs et procédures de veille réglementaire constituent un des objectifs de ces réseaux.

Le premier réseau professionnel constitué est le réseau des juristes des collectivités. La première réunion de prise de contact et d'explication sur les finalités et modalités de fonctionnement du réseau s'est tenue le 27 septembre 2010.

La thématique du pouvoir de police du maire était le thème de la réunion du 21 avril 2011. Les participants ont ainsi pu débattre avec Bertrand Ravenau, chef de bureau juridique à la DIPAC et Lionel Bounan, vice-procureur, sur la prévention de la délinquance, les nuisances sonores, les animaux errants ou dangereux, les arrêtés de police du maire et le pouvoir des APJA (agent de police judiciaire adjoint), la police verte...

Le 29 novembre 2011, le réseau des responsables juridiques s'est réuni en s'élargissant aux DGS de Tahiti sur le thème : «*les risques et responsabilités des élus et des agents des communes*» avec la participation de Lionel Bounan, vice procureur et Jean François Playe, directeur juridique de la ville de Saint-Brieux et expert CNFPT.

► MOOREA	• 8 actions
	• 89 stagiaires
	pour 2 585 299 F CFP
► PAPEETE	• 13 actions
	• 63 stagiaires
	pour 2 852 140 F CFP
► PUNAUAIA	• 8 actions
	• 36 stagiaires
	pour 876 660 F CFP
► PIRAE	• 3 actions
	• 29 stagiaires
	pour 652 000 F CFP
► HUAHINE	• 1 action
	• 6 stagiaires
	pour 441 368 F CFP
► UTUROA	• 1 action
	• 9 stagiaires
	pour 290 000 F CFP

# La compétence Formation des élus

## RETROSPECTIVE 2011

**Ce bilan est un extrait des travaux d'analyse menés par les membres du comité de pilotage des élus qui s'est tenu à Moorea en septembre 2011.**

L'évolution des mentalités se poursuit avec des élus davantage sensibilisés aux notions de service public, d'intérêt général accompagnée d'une réelle prise de conscience des responsabilités qui incombent aux municipalités et leurs élus. Il s'agit bien d'une génération d'élus prête à travailler en partenariat avec les autres institutions (Etat/Pays) mais également décidée à défendre la place de l'institution communale dans le développement de la Polynésie française.



Le comité des élus se réunit une fois par an au cours d'un séminaire qui permet de définir les orientations de l'année dans le domaine de la formation en direction des élus.

En 2011, des événements sont venus accentuer l'instabilité et les difficultés des communes, notamment un contexte institutionnel difficile auquel les élus de cette mandature n'étaient pas préparés qu'ils ressentent comme une «*prise d'otage*» et qu'ils vivent comme une «*une génération d'élus sacrifiés*» avec en particulier :

- les difficultés financières des communes, mais également du Pays (baisse du FIP) que leur budget vont devoir supporter,
- l'absence de fiscalité communale qui prive les communes de l'autonomie dont on veut les doter,
- dans le même temps, une modernisation du système communal qui permet le passage d'une gestion traditionnelle (*metua/gratuité*) à une gestion plus rigoureuse et par objectif avec des réformes importantes à porter et mettre en œuvre (CGCT, FPC...). Réformes parfois transposées brutalement avec des textes qui s'avèrent inadaptés (la question des communes associées non résolue),
- des compétences environnementales (assainissement et traitement des déchets) transférées depuis 2004 aux communes mais sans que les moyens aient été mis en place pour accompagner leur mise en œuvre,
- une évolution sensible et positive de l'intercommunalité avec une meilleure perception des avantages qu'elle peut offrir, mais dans un contexte qui rend les élus méfiants compte tenu d'un partenaire (Etat) trop entreprenant dans sa démarche d'incitation (jugée trop forte) à la mise en place de communautés de communes. Un exemple qui renforce l'inquiétude : contradictions entre les compétences du Pays et celles des communes sur la compétence aménagement de l'espace pour la communauté de communes des Marquises,
- enfin, de réelles difficultés pour les communes à inscrire leur projet communal dans un projet global de développement du Pays (pas de schéma directeur de l'eau, des déchets)



Cette situation difficile et complexe favorise cependant l'évolution vers une unité communale par l'implication des élus dans le suivi du chantier FPC mais également dans les travaux sur les finances et la fiscalité et avec des maires du CFL plus exigeants vis-à-vis de leur partenaire notamment du Pays.

Dans ce contexte, les résolutions des congrès de 2010 et 2011 appellent à un partenariat institutionnel renforcé Communes / Etat / Pays.



Le congrès des communes constitue un moment de rassemblement favorable aux échanges de points de vue sur les enjeux du monde communal et aux relations entre les partenaires institutionnels de la Polynésie française.

## LE BILAN EN CHIFFRES

### ► Les résultats

Domaines de formation	Les prévisions 2011				Les réalisations 2011			
	Actions	Stagiaires	Heures	Coût direct (CFP)	Actions	Stagiaires	Heures	Coût direct (CFP)
• CGCT	2	20	196	560 600	1	8	64	303 543
• Réglementation liée aux chiens errants	1	10	100	281 500	1	15	207	0
• Comptabilité finances	7	93	417	2 480 100	6	76	332	680 047
• Congrès/Séminaires thématiques (juridique, institutionnel...)	6	160	3 014	9 807 800	7	222	5 134	9 813 104
• Contrat de projet	2	20	560	1 062 800	2	12	305	379 680
• Fonction Publique communale	56	874	4 620	10 293 150	30	395	1 762	1 917 791
• Formation et Pédagogie	1	10	210	836 000	1	9	87	408 700
• Management	2	40	560	1 008 000	3	63	904	1 281 478
• Projet PAPE (Partenariat pour la Potabilité de l'eau)	1	9	126	445 100	2	29	358	491 890
• Projets internes (groupes de travail thématique, comités de pilotage)	3	67	772	2 492 300	2	85	579	3 543 016
• Sécurité - Prévention	1	15	105	352 292	1	26	159	708 160
• Services techniques	-	-	-	-	2	24	88	95 532

Sur les 82 actions prévues en début d'année, 58 ont effectivement été réalisées. Le retard pris dans la mise en œuvre de la FPC est l'une des raisons majeures de la non réalisation de l'ensemble des prévisions.

On notera que qu'en **2010, 57 actions de formation** avaient été réalisées pour **751 stagiaires** et **9 188 heures de formation**.

En **2011**, c'est **58 sessions de formation** pour **964 stagiaires** et **9 979 heures de formation**.

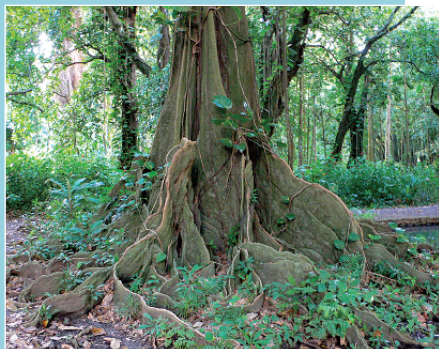
### ► La participation par typologie d'élus

Domaines de formation	Maire	Maire délégué	Adjoint	Conseiller municipal	Autre	TOTAL
• CGCT	0	1	1	6		8
• Chiens errants, dangereux	3	1	8	3		15
• Comptabilité finances	49	1	19	5	2	76
• Congrès/séminaires	88	13	62	58	1	222
• Contrat de projet	6	1	2	3		12
• Fonction publique communale	49	36	135	171	4	395
• Formation Pédagogie	0		2	6	1	9
• Management	7	3	23	28	2	63
• Projet PAPE	6	3	17	3		29
• Projets internes	33	8	21	22	1	85
• Sécurité - Prévention	6		18	2		26
• Services techniques	12		12			24

La participation des élus reste égale à 2010 puisque nous avons eu 27% de maires, 7 % de maires délégués, 33% d'adjoints et 32 % de conseillers municipaux.

TEVA I UTA

## La symbolique du *mape*...



*Extrait du discours du président  
du SPCPF sur la symbolique du MAPE*

« Dans la continuité du congrès 2010, le thème choisi pour 2011 est celui de la commune, pôle de stabilité, décliné en deux aspects principaux :

- la libre administration et la démarche collective,
- la commune comme partenaire engagé dans le développement.

Le congrès 2011 a permis d'identifier les différents types et niveaux de partenariats, mais aussi l'interdépendance, les freins et les facteurs favorables dans les processus de définition et de mise en œuvre des politiques publiques.

Comment illustrer cette stabilité qui fait la force de la commune ?

Par l'image des racines profondément ancrées dans le sol, ces racines de *mape* qui sont sur les grandes affiches que vous voyez autour de vous.

Tout comme ce bel arbre, nos racines nous permettent de tenir debout, de grandir et de nous épanouir. Ce tronc de *mape* illustre également la force et l'énergie qui naissent de ces racines profondément ancrées dans le sol.

Et le *mape*, c'est encore plus : regardez comme il est fier de ses racines, il les exhibe, elle lui permettent de se tenir bien droit. Sans parler bien sûr des fruits que cet arbre magnifique porte, que nous aimons déguster et qui permettent à beaucoup de familles nécessiteuses de gagner de quoi vivre parfois.

Ce *mape*, il symbolise enfin Teva I Uta, la commune qui nous accueille et qui est si fière de sa vocation agricole, de sa réputation de grenier de l'île de Tahiti.

Alors, la stabilité c'est tout ça à la fois : les racines, se tenir droit dans ces bottes, savoir résister au vent qui change de direction, selon les uns ou les autres qui s'installent à la tête du pays...»

## L'OFFRE DE FORMATION À DESTINATION DES ÉLUS EN 2011



Les temps forts de 2011 en matière de formation des élus ont été incontestablement la tournée d'information sur la FPC et le congrès des communes.

**C'est dans ce contexte que l'offre de formation de 2011 a été élaborée, avec un dossier classé prioritaire, qui a retenu toutes les attentions et mobilisés les élus : la Fonction publique communale.**

Cependant, compte tenu du retard dans la publication des décrets, la tournée du SPC dans les communes permettant à chaque conseil municipal de compléter ses connaissances sur la FPC a démarré avec beaucoup de retard en septembre 2011, pour se poursuivre en 2012.

Ce retard pris dans le calendrier de l'Etat n'a pas permis non plus de réaliser les formations FPC sur les thématiques spécifiques (recrutement, carrière et organisation) programmées en 2011.

Les formations réalisées en 2011 sur les fondamentaux de gestion et sur des thèmes d'actualité liés aux réformes (sécurité, budget et finances, risque pénal, gestion des SPIC...) ont toutes été réalisées avec cependant le constat récurrent qui est la difficulté à mobiliser les élus en formation.

L'année 2011 a aussi été l'occasion de développer le partenariat avec l'Université de Polynésie française (UPF). Les élus ont pu aborder deux thématiques essentielles à l'accomplissement de leur mission. La première portait sur la responsabilité administrative, civile et pénale des élus, la seconde avait pour objectif de mieux connaître les institutions polynésiennes et leur fonctionnement. ●●●



## Le séminaire sur les chiens errants

Les chiens errants ou dangereux constituent un problème récurrent en Polynésie française. Si un touriste ou un résident se fait mordre par un chien sur le domaine public, la commune est automatiquement pointée du doigt. Que font les services communaux, que fait le Tavana ? Le séminaire des 11 et 12 octobre à Pirae a permis d'apporter des éléments de réponse.

**S**elon la législation en vigueur, le maire doit prendre les mesures locales pour éviter la divagation des animaux. A priori c'est simple, pourtant pour atteindre cet objectif plusieurs conditions et actions doivent être mises en œuvre. Il ne suffit pas de dire «le maire est responsable» pour que le problème soit résolu.

Derrière cette responsabilité, le maire et les services communaux doivent répondre à plusieurs contraintes. Et certaines sont parfois difficiles à mettre en œuvre, comme par exemple «où mettre la fourrière ?».



On le sait, tout comme pour les logements sociaux ou l'implantation d'une prison, l'ensemble de la population reconnaît que c'est



une nécessité. Toutefois, dès que les pouvoirs publics veulent implanter une fourrière sur un terrain (à condition que la commune en dispose...), à tort ou à raison, une levée de bouclier du voisinage se fait entendre, les voisins voyant dans ce projet une dégradation de leurs conditions de vie.

Certaines sont parfois d'ordre philosophique. Si on évoque l'euthanasie des chiens se sont les protecteurs des animaux qui se révoltent.

### ► Des élus conscients du problème

Ainsi, avant toute action, le maire doit souvent composer avec des logiques antagonistes pour trouver les moyens de mettre en œuvre les obligations qui sont les siennes dans le respect de l'intérêt général de l'ensemble de la population.

Une fois ces questions solutionnées, les communes doivent s'organiser, voire réorganiser leurs services pour faire face efficacement : former le personnel qui sera en charge de la capture des animaux, prendre les actes conformes à la législation, acheter du matériel spécifique, etc... Les élus municipaux ont conscience que ce problème doit être traité avec le plus grand sérieux. C'est pourquoi, ils ont souhaité en début d'année que ce thème fasse partie des formations dispensées par le SPCPF.

Lors de ces deux jours les élus et leurs responsables de services ont abordé toute la réglementation en vigueur sur le sujet, et comparé les différentes solutions possibles pour gérer le problème : une organisation interne, une organisation mutualisée par le biais de l'intercommunalité, ou une gestion par un service extérieur.

## ► Les chiffres clés du Congrès

- 129 (participants élus)
- 40 (participants cadres)
- 20 (nombre d'intervenants)  
issus du monde communal local et métropolitain, du Pays, de l'Etat, du CNFPT, de l'ACCD'OM.

Le congrès des communes de 2011, a été à la hauteur de celui de 2010. Les maires ont rappelé leur motivation à mener les réformes qui s'imposent aux communes mais dans le cadre d'un partenariat durable avec l'Etat et le Pays. Les travaux des congrès ont créé des attentes très fortes de la part des élus mais également des partenaires qui imposent désormais, au regard des enjeux de partenariat, un suivi par les élus du SPC.

Il faut citer enfin, l'appui incontestable des élus formateurs aux côtés des techniciens du SPC dans la tournée FPC comme au congrès qui a été efficace. Un passage à l'action réussi pour ces élus formateurs.



## BUDGET

### Comment optimiser le recouvrement des recettes de la commune



Animée par Anne-Sophie Locquegnies de la commune de Papeete et Christine Excoffier de la TIVAA, la formation a rassemblé 17 élus, maires ou adjoints chargés des finances en provenance de la totalité des archipels.

Ce module de formation s'adresse aux élus qui souhaitent connaître l'impact budgétaire, social mais aussi de communication avec les usagers véhiculé par un titre de recettes.

Le contenu de la formation, qui se déroule sur une journée complète s'articule autour des points suivants :

- Un état des lieux des pratiques polynésiennes en matière de recouvrement,
- Les dispositions légales et réglementaires en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales,
- Les règles de gestion efficaces des ressources financières,
- La transparence : information et sensibilisation des usagers,
- Enfin, et c'est essentiel : tenir compte de la capacité contributive réelle des populations concernées et faire des prévisions budgétaires réalistes et sincères.

A l'issue de la formation les élus sont en mesure de mieux prendre conscience des enjeux et des risques liés à l'absence de politique de leur commune en matière de recouvrement des recettes.

La formation leur a permis en particulier d'identifier les stratégies et les outils pour améliorer le recouvrement afin de mettre en place dans leur commune une politique de rigueur en matière de gestion.

## PARTAGE

### La seconde rencontre CNFPT-COM



Dans le cadre de sa mission de formation des élus et des agents, le SPC a participé aux 2<sup>èmes</sup> rencontres CNFPT - Collectivités d'Outre-mer (COM).

Une centaine d'élus, cadres et techniciens des collectivités d'Outre-mer (Polynésie française, Nouvelle Calédonie, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre et Miquelon) et des départements d'Outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion) se sont retrouvés du 6 au 10 juin à l'INSET (Institut National Spécialisé d'Etudes Territoriales) d'Angers autour de deux questions essentielles :

1. **Quelle gouvernance pour les collectivités territoriales en prenant en compte la pluralité des statuts ?**
2. **Quelle gouvernance en matière de développement durable, plus particulièrement à travers le traitement des déchets pour les territoires ultra-marins ?**

Des conférences, ateliers et tables rondes ont permis de traiter tous les aspects des thématiques, qu'elles soient organisationnelle, financière ou technique.

Le travail sur la gouvernance, à travers le rôle de l'ensemble des acteurs et institutions, avait pour objectif d'identifier de nouvelles méthodes mieux adaptées à la situation de chaque territoire pour mener les partenariats indispensables à la défini-

tion et la mise en œuvre de politiques globales. Le cadre européen a été également traité, complétant en cela le séminaire organisé du 23 au 27 mai dernier à Tahiti sur la mobilisation des fonds européens.

Les débats sur le traitement des déchets, déclinés en plusieurs thèmes (déchets et développement durable, déchets spéciaux, tourisme et déchets) ont offert la possibilité aux participants de partager leurs savoir-faire mais aussi leurs besoins.

Pour compléter ces temps d'échanges, une visite des collectivités angevines ayant mis en œuvre des politiques de développement durable et de traitement des déchets a illustré de manière concrète les débats.

Menée par Teritepaiautua Maihi, président du SPC, la délégation du SPC comprenait des élus et cadres communaux. Il était accompagné de Valentina Cross, maire de Teva I Uta, 1<sup>ère</sup> vice-présidente du SPC, Emma Maraea, maire de Tahaa et Nicole Bouteau, 4<sup>ème</sup> adjointe de la ville de Papeete et de Joseph Kaiha, maire de Ua Pou et Cyril Tetuanui, maire de Tumaraa.

Les rencontres ont été prises en charge par le CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale) et le SPC. Des élus et cadres communaux, des représentants de l'Assemblée de la Polynésie française et des agents de la Polynésie française ont également participé à ces rencontres, aux frais du CNFPT et de leur institution.

# Séminaire sur le Plan communal de sauvegarde (PCS)

Les communes font régulièrement face aux intempéries qui causent d'importants dégâts matériels. Elles doivent mieux se préparer à affronter les risques liés aux aléas météorologiques, comme en témoigne régulièrement l'actualité.



Une ordonnance de 2006 en matière de sécurité civile les oblige d'ailleurs à élaborer leur «Plan Communal de Sauvegarde» et le faire valider par le Haut-Commissaire.

Outil important à la disposition des maires en matière de gestion des risques majeurs, le PCS permet de faciliter la prise de décision en matière d'anticipation et de gestion des catastrophes. Il se formalise par un document regroupant des «fiches réflexes» indiquant précisément la conduite à tenir et les moyens à mobiliser selon le type de difficulté.

Cette formation avait pour but de sensibiliser d'avantage les élus et leur permettre de mieux appréhender les enjeux liés à la sécurité des populations et les responsabilités liées à l'absence de PCS.

Le contenu de cette formation dispensée par la DDPC a comporté notamment les éléments suivants :

- La gestion de crise avec le PCS,
- La réglementation, les responsabilités du maire,
- Les différents risques couverts par le PCS,
- Organisation et diffusion de l'alerte,
- La cellule de crise communale,
- Le poste de commandement communal.

## MAHINA

# Un séminaire intra pour les nouveaux élus

Issue du renouvellement du conseil municipal de la commune, la nouvelle équipe des élus de Mahina a suivi durant deux jours un "séminaire intra" organisé et mené par la direction du SPC.

En début de mandat, les élus découvrent le fonctionnement du monde communal, la gestion publique et s'interrogent sur leur rôle et leur mission. Ils se trouvent souvent confrontés à une administration publique lourde, avec des réglementations et des organisations complexes. Ils sont le plus souvent accaparés par la gestion, au détriment de l'action ou d'une vision prospective.

Dans ce contexte, la formation constitue une démarche fondamentale du SPC. Le mandat d'élus municipal est une nouveauté pour la plupart des membres du conseil municipal de Mahina, et nombre d'entre eux ont demandé au SPC d'être formés sur les fondamentaux de la gestion communale. Il s'agit très clairement d'un signe fort du sens que les élus donnent à la mission de service public et à leur responsabilité d'élus. C'est sans doute aussi le signe de la prise de conscience nécessaire que les élus doivent s'informer, se préoccuper de l'évolution et donc se former.

Ces séminaires donnent de très bons résultats pour les municipalités qui souhaitent avancer dans leur connaissance de l'institution communale, mieux connaître, comprendre et améliorer leur gestion, donner une cohésion au conseil municipal, dynamiser et motiver leurs élus.



La durée du séminaire est obligatoirement de 2 jours pleins. Il se déroule toujours en dehors de la mairie et dans un lieu tranquille, retiré qui favorise la réflexion et garantit la confidentialité du travail des élus.

Les déjeuners sont pris ensemble, sur place ou à proximité, afin d'avoir un temps de pause le plus court possible et de poursuivre l'échange. Aucune connaissance particulière n'est nécessaire pour participer au séminaire. Les participants peuvent s'exprimer en tahitien, dans les ateliers et quand ils souhaitent. La méthode de travail est active et participative et la formation. Elle est basée sur l'expérience, les problèmes quotidiens des élus, les questions qu'ils se posent. Des dossiers documentaires sont remis à chaque participant à la fin du séminaire.

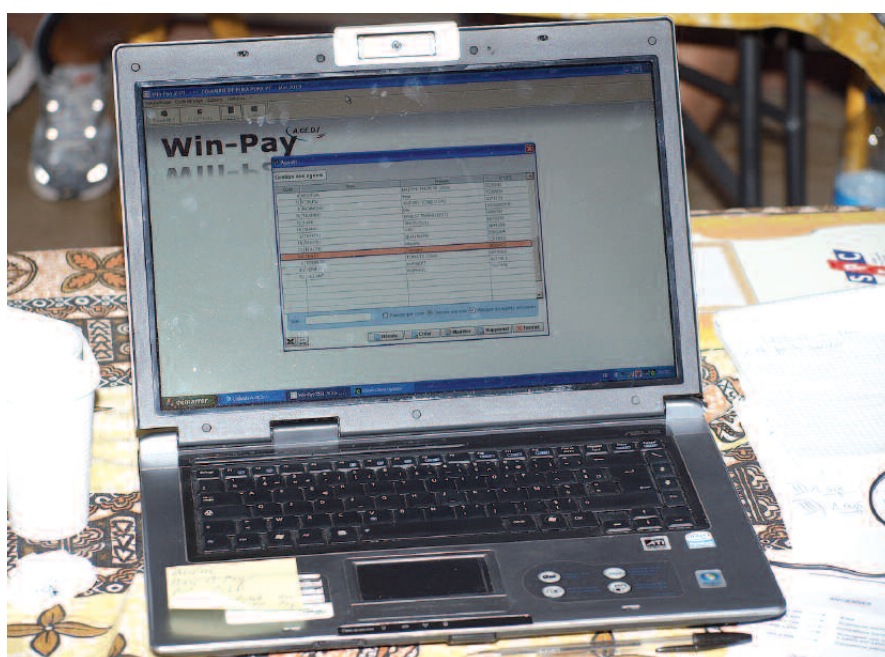
### ► Les thèmes abordés :

- Le rôle des élus et particulièrement celui du conseil municipal, la mission du maire, des adjoints, des maires délégués, des conseillers,
- La mission des agents, des cadres par rapport aux élus,
- L'organisation communale et son fonctionnement avec les services de la commune, avec les partenaires de la commune ; le management local,
- Les moyens de la commune : les ressources humaines, financières, le budget,
- Le rôle des partenaires, l'Etat, le Pays...,
- L'évolution et la réforme communale, le statut de fonction publique,
- ...ainsi que toutes les questions posées par les élus.



## LA MISSION «LOGICIELS»

**La mission «logiciels» a pour objectif de distribuer et installer des logiciels de gestion communale. Elle assure également l'assistance à l'utilisation de ces logiciels, dans un premier temps par l'apport des compétences nécessaires aux utilisateurs pour pouvoir mettre en œuvre en autonomie les fonctionnalités de ces logiciels, et à plus long terme par un service de soutien au quotidien, que ce soit par les réponses données aux questions des utilisateurs ou par des missions sur site dans l'environnement des communes.**



Le département informatique s'appuie sur des partenariats avec des éditeurs renommés.

Depuis près de 10 ans, l'organisation de la mission repose sur des partenariats avec des éditeurs renommés. Ceux-ci assurent l'écriture et la maintenance (apport de nouvelles fonctionnalités de confort ou réglementaire) des logiciels, le SPC assurant la mission décrite ci-dessus.

Deux éditeurs sont partenaires du SPC :

- Le syndicat mixte AGEDI : logiciels de listes électorales (WIN-ELE), de gestion de la population et de l'état-civil (WIN-POP), de comptabilité (WIN-M14) et de paye (WIN-PAY),
- La société CEGID public (ex CIVITAS) : logiciel de comptabilité (GF-Civitas) et de paye (GRH-Civitas) pour les communes de plus de 3 500 habitants.

A ce jour, cette mission assure, pour les communes adhérentes informatiques (37), mais aussi pour des établissements publics intercommunaux (4) et des communes non adhérentes à la compétence informatique (2) :

- La distribution du logiciel de liste électorale (38 communes),
- La distribution du logiciel population (36 communes),
- La distribution des logiciels de comptabilité et paye (29 communes et 4 établissements avec AGEDI, 9 communes avec CEGID).



## ► La répartition des logiciels par archipels et type d'usage (2011)

Nombre de collectivités exploitant le logiciel	Comptabilité	G.R.H	Elections	Population et Etat-Civil	M14	Paye	Rôle	Facturation au compteur (Eau)	Facturation au compteur (Electricité)	TOTAL
	CEGID	CEGID	A.G.E.D.I	A.G.E.D.I	A.G.E.D.I	A.G.E.D.I	SPCPF	SPCPF	SPCPF	
• AUSTRALES			5	1	6	6	4	3	1	26
• ILES DU VENT	5	5	5	2	3	3	2			25
• ILES SOUS LE VENT	5	5	6	1	1	1	5	3	1	28
• MARQUISES			6	1	7	7	2	2		25
• TUAMOTU-GAMBIER			15	1	18	18		1	1	54
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>37</b>	<b>6</b>	<b>35</b>	<b>35</b>	<b>13</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>158</b>

### Les faits marquants de 2011

L'année 2011 a été marquée :

- par la mise en service des logiciels WIN-M14 et WIN-PAY (à la place de CIVITAS), traduction concrète de la volonté de distribuer des logiciels adaptés à nos collectivités de moins de 3 500 habitants, avec des fonctionnalités correspondant juste à leurs besoins, pour un coût raisonnable,
- par la mise en service, dans le cadre du logiciel population, d'une véritable gestion informatisée de l'état-civil dans une commune test (Tubuai).

### Les objectifs de l'année 2011

La mission logiciels assure une mission d'assistance aux utilisateurs des logiciels distribués.

- Assurer une assistance rapprochée pour les collectivités démarrant les logiciels WM14 et WPaye. Le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année a été particulièrement dense au niveau assistance (1<sup>ère</sup> paie, 1<sup>ers</sup> mandats, budget),
- Assurer la continuité de service par rapport aux « anciens logiciels » en améliorant les temps de réponses,
- Poursuivre les missions sur site. 10 missions sur site ont été programmées et réalisées. Le choix des communes a été fait en fonction :
  - des communes peu visitées précédemment,
  - des communes « touchées » par d'autres projets (paramétrage FPC, WPop).

Les missions sur site ont permis l'installation des logiciels AGEDI et du paramétrage spécifique de la FPC pour la paie sur Civitas GRH.

## L'ASSISTANCE «HOT LINE»

### ► La répartition des demandes par archipel

	Nombre de collectivités	Nombre de demandes
• ILES DU VENT	12	301
• ILES SOUS LE VENT	6	293
• MARQUISES	7	164
• AUSTRALES	6	180
• TUAMOTU-GAMBIER	17	119
• MULTI-COLLECTIVITÉS		39
<b>TOTAL</b>	<b>48</b>	<b>1 096</b>

- **1 096** demandes, dont **1 052** closes
- **982** demandes concernant les logiciels
- **114** demandes concernant l'environnement informatique

## HOTLINE

### Demandes concernant les logiciels

TOTAL	982
Bureautique	3
Facturation au compteur	5
Comptabilité GF CIVITAS	240
Comptabilité M14 AGEDI	308
Paie GRH CIVITAS	117
Paie AGEDI	158
Elections	60
Etat civil	4
Intranet	5
LOG Formation	4
LOG Information	13
LOG Maintenance	43
LOG Mission sur site	5
Role	17



L'équipe de la compétence informatique : Tania Ayo, Jérôme Pérou et Tamatoa Guéry.

## LE LOGICIEL WIN-POP

**Le logiciel Win-Pop constituait un objectif à part entière, détaillé ci-dessous.**

- Commune de Tubuai : mettre en œuvre les registres informatiques dès 2011.
- Communiquer sur la commande et l'utilisation des feuillets informatiques

Courant mars 2011 une remise à niveau des agents de Tubuai sur le logiciel état civil a été entreprise dans le cadre d'une mission sur site, leur permettant également d'utiliser les feuillets informatiques.

Le groupe de sites pilotes a été formé en novembre 2011 pour un démarrage officiel au 01/01/2012. L'ensemble des installations a été réalisé au cours d'une mission d'assistance sur site.

## LA MISE EN ŒUVRE DE LA FPC

**Sur ce dossier prioritaire pour l'ensemble des compétences du SPC, l'objectif spécifique était d'accompagner les collectivités pour le passage à la FPC pour une entrée en vigueur courant 2012.**

Fin 2010 une procédure concernant le paramétrage de la FPC sur le logiciel GRH de CIVITAS a été élaborée et testée sur 2 collectivités (Tahaa et le SPC).

Les fichiers de données GRH ont été paramétrés avec les grades, cadres d'emplois et grilles proposées mais non encore officielles. 2 types de collectivités sont à prendre en compte :

- CIVITAS : aucune formation informatique n'a été dispensée en 2010 et 2011
- A.GE.D.I. : la formation sur le paramétrage a été dispensée lors des formations en novembre et décembre 2010 puis aucune autre en 2011.



En considérant que la mise en application dans les collectivités ne serait effective qu'à partir du 1<sup>er</sup> mai 2012, celles-ci devaient donc être opérationnelles avant cette date.

L'accompagnement des collectivités pour le passage à la FPC a été réalisé par 3 types d'actions :

- Création du paramétrage dans les communes, ce qui a été réalisé courant 2011,
- Formation des agents communaux,
- Communication.

Le suivi Win-M14 et Win-Paye A. GE.D.I a permis d'assurer la pérennité des logiciels Win-M14 et Win-Paye dans leur utilisation quotidienne suite au démarrage d'exploitation du premier janvier 2011. De nombreux problèmes ont été recensés en début d'année, portant sur l'utilisation des 2 nouveaux logiciels ainsi que d'ordre technique. Mais grâce à une bonne gestion de ces problèmes par l'ensemble de la compétence informatique ainsi que par une bonne communication avec l'éditeur, une grande partie de ces problèmes ont pu être résolus.

Au cours de l'année des demandes émanant des collectivités ont été honorées pour l'installation des logiciels sur des postes supplémentaires ainsi que des mises à jour ont été effectuées par télémaintenance et/ou par l'envoi d'un fichier et d'une procédure.

## TUBUAI

# L'état civil informatisé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011

Jusqu'aux derniers actes de l'année 2010, tous les actes d'état civil de la commune de Tubuai étaient rédigés dans plusieurs grands registres aux pages cotées par le greffe du tribunal de Papeete, une procédure que l'on retrouve dans toutes les communes de Polynésie française.

**A**u nombre de trois pour la commune de Mataura, en fin d'année, l'un d'eux était envoyé au parquet du tribunal de Papeete et un autre au ministère de l'Outre-mer à Paris, pour archivage. Le dernier restait à la mairie de Mataura, où il est utilisé à chaque demande de copie d'acte d'état civil. Une manipulation qui à la longue, dégrade fortement le registre.

Désormais, grâce au logiciel Win-Pop installé par la compétence logiciel du SPCPF, les actes d'état civil sont directement saisis par le personnel attitré, sur un logiciel informatique, puis sont imprimés, sur des feuillets spécifiques en autant d'exemplaires que nécessaire : trois pour Mataura, et quatre exemplaires pour les mairies des communes associées de Taahuaia et Mahu.

Ces feuillets sont signés par l'officier d'état civil et les personnes intéressées lors de l'enregistrement de l'acte. En fin d'année ils permettront une fois reliés, la création de trois ou quatre registres.



Lors d'une demande de copie d'acte d'état civil, c'est le document informatisé qui est réimprimé, puis certifié conforme à l'original par l'officier d'état civil, pour être remis au demandeur. Les registres papiers à compter de ceux de 2011 ne seront plus manipulés.

La commune de Tubuai a également pour projet de numériser tous les anciens registres à l'aide

d'une fonction du même logiciel, sur lequel le personnel communal a été formé par le SPCPF. La création de cette nouvelle base de données d'état civil, a nécessité l'autorisation de la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés). Qualifié de réglementaire, cet état civil informatisé est déjà en usage dans la plupart des communes de métropole.

## LA MISSION «ENVIRONNEMENT INFORMATIQUE»

La mission «environnement informatique» a pour objectif de mener les études, d'assurer la maîtrise d'œuvre et le contrôle des travaux en matière de systèmes informatiques, du simple ordinateur isolé au réseau complet d'une commune comportant plusieurs serveurs. Elle assure également l'assistance à la gestion de ces systèmes, mais n'intervient pas. Si des travaux sont nécessaires, il faut faire appel au privé ou à une éventuelle ressource interne à la commune.

La mission assure un service d'assistance régulière pour que les utilisateurs soient toujours en situation de pouvoir exploiter les logiciels de gestion communale dans les meilleures conditions techniques possibles.

Le départ en retraite anticipée d'un des 2 agents a limité la capacité d'action.

La mission s'est trouvée en fin d'année plus dans la réactivité que dans l'anticipation.

## HOTLINE

### Demandes concernant l'environnement informatique

TOTAL	114
Antivirus	2
Environnement logiciels métiers	42
Imprimantes	8
Internet	4
Mail	11
PC	17
Réseau	12
Sauvegardes	3
Serveur	7
SPCinfo	1
Maintenance des logiciels CIVITAS	1
Maintenance du matériel	2
Etudes	3
Maîtrise d'œuvre	1



## LES OBJECTIFS EN 2011

Les objectifs assignés au service de communication pour 2011 étaient les suivants :

### 1. La communication externe

- Consolider l'image du SPC dans un contexte d'évolution,
- Accompagner les départements du SPC sur le volet de communication.

### 2. La communication interne

- Améliorer la qualité et la fiabilité des informations transmises,
- Consolider la nouvelle identité visuelle sur les documents internes.

A posteriori, et par delà ces objectifs qui ont été globalement atteints, le bilan de l'année fait apparaître d'une part :

- 2011, une année de concrétisation de projets initiés en 2010 voire 2009, qui se manifeste notamment par la production de plusieurs objets ou supports de communication,
- Au-delà de la production programmée de ces différents éléments, 2011 a été également une année de réactivité face des opportunités : campagne de communication sur l'eau pour Nuku Hiva, opération carrefour de l'emploi public notamment.

Ce bilan de l'année permet d'autre part de mettre en évidence les principaux éléments suivants :

- Une image du SPC renouvelée et cohérente notamment à travers les différents supports qu'il édite : catalogues de formation, lexique bilingue, rapport d'activité, actes du congrès des communes, Roll Up, DVD, ou à l'occasion du congrès des communes.
- Une valorisation toujours profitable du congrès des communes auprès de ses différents publics, avec une bonne audience dans les médias.







- Une augmentation des demandes des médias (notamment de Polynésie première) pour des interventions : interviews, émissions en radio, plateaux TV, etc...
- Une présence des problématiques communales et du SPC dans les médias en progression constante grâce à un président très actif, et des opérations médiatisées avec ou sans partenariat : Séminaire ENRPT, carrefour de l'Emploi Public, séminaire chiens errants, séminaire plan communal de sauvegarde notamment mais également par une médiatisation de l'action du SPC sur les grands dossiers comme le FIP.
- Une collaboration étroite, constructive et fructueuse en interne avec le département AEP sur plusieurs opérations : Journée Mondiale de l'Eau, PAPE, Nuku-Hiva, Raivavae notamment.
- Le site Web du SPC ([www.spc.pf](http://www.spc.pf)) est enfin public dans sa composante «plaquette du SPC» et «actualité» : revue de presse des communes, activité du SPC.  
Cet outil permet une grande réactivité et une autonomie dans la diffusion de l'information.



Le président du SPC a été le porte parole des communes dans les médias.



Le congrès des communes constitue une réelle opportunité de communication permettant d'attirer l'attention des médias sur les problématiques communales.



Le projet PAPE dispose d'un important volet de communication permettant de mettre en valeur le travail des équipes et leur savoir-faire.

# La compétence Restauration scolaire

## LES ACTIONS

En l'absence de personnel réellement affectée, la compétence restauration scolaire assure, à la demande des communes et dans des conditions difficiles, la maîtrise d'œuvre d'études ponctuelles.

En 2011, 2 études ont été initiées :

- Nuku Hiva : réflexion sur le cahier des charges et consultation des entreprises,
- Manihi : consultation et choix d'un prestataire. L'état des lieux et le rapport provisoire ont été remis.

La compétence souffre cependant de l'absence d'une vision plus globale qui lui permettrait de s'inscrire dans une politique de partenariat, notamment avec le Pays.



Distribuer des repas équilibrés aux enfants scolarisés constitue un objectif primordial pour beaucoup d'élus.

## LA RÉFLEXION DES ÉLUS

La compétence est très difficilement exercée et son devenir a très clairement été posé dans le cadre de la restructuration du SPC imposée par la mise en place de la FPC et de la nécessaire refonte des statuts du syndicat.

Malgré cette histoire avec des résultats peu visibles, il a été estimé que le SPC ne pouvait se désintéresser d'une mission étroitement liée à la politique de santé et d'hygiène du Pays.

Sur le long terme, la possibilité d'améliorer les services de restauration scolaire, de permettre aux enfants d'avoir un vrai repas équilibré, de participer à la nécessaire évolution des habitudes alimentaires ont été mis en avant.

De ce fait le comité de pilotage des élus a préconisé de conserver cette compétence statutaire et de recruter en 2012 le personnel nécessaire pour exercer correctement la compétence.



# Le compte administratif de l'année 2011

## PRÉAMBULE

Le compte administratif est le bilan financier et d'activité de l'année écoulée. Il comprend plusieurs paramètres :

- Résultat de l'exercice par section,
- Résultat reporté,
- Restes à réaliser.

A l'issue de l'ensemble de ces opérations se dégage le résultat de clôture de l'exercice. Cette étape est suivie de l'affectation du résultat pour équilibrer la section d'investissement si nécessaire, et du calcul du montant du report qui sera inscrit au budget 2012.

## BILAN FINANCIER

Globalement le budget 2011 réalisé s'élève :

- En dépenses de fonctionnement et d'investissement à : **366 745 821 F CFP**  
contre 401 837 793 F CFP réalisés en 2010,
- En recettes de fonctionnement et d'investissement à : **469 964 604 F CFP**  
contre 499 572 039 F CFP réalisés en 2010.

### ► Résultats de l'exercice

#### SECTION DE FONCTIONNEMENT

• Dépenses :	352 566 367 F	contre 369 689 730 F réalisés en 2010
• Recettes :	341 264 367 F	contre 391 217 984 F réalisés en 2010
• Résultat :	- 11 302 000 F	
• Résultat antérieur N-1 :	94 490 757 F	
• Résultat de clôture :	Excédent :	83 188 757 F

#### SECTION D'INVESTISSEMENT

• Dépenses :	7 456 690 F	contre 32 148 063 F réalisés en 2010
• Recettes :	24 243 227 F	contre 17 630 223 F réalisés en 2010
• Résultat :	16 786 537 F	
• Résultat antérieur N-1 :	3 243 489 F	
• Résultat de clôture :	Excédent :	20 030 026 F

#### Résultat reporté :

Le compte administratif total, en intégrant le résultat reporté de 2010 (fonctionnement + investissement) s'élève donc à :

• Dépenses :	366 745 821 F
• Recettes :	469 964 604 F

#### Restes à réaliser :

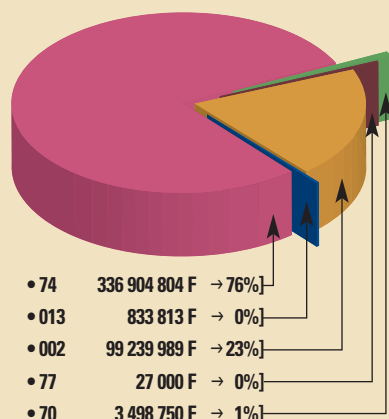
Les restes à réaliser en investissement s'élèvent à :

• Dépenses :	16 296 126 F
• Recettes :	0 F

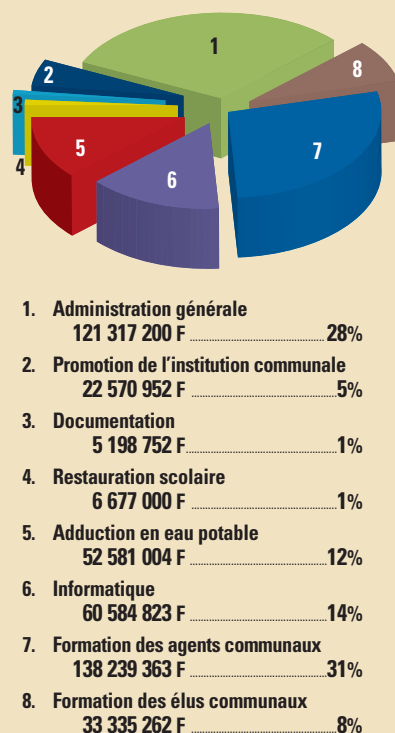
#### BALANCE GÉNÉRALE

• Fonctionnement :	83 188 757 F
• Investissement :	20 030 026 F

## Exécution des recettes de fonctionnement par rapport aux prévisions



## Recettes de fonctionnement réalisées par compétence



# ANALYSE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2011 affiche un déficit de 11,3 MF CFP. En intégrant l'excédent de fonctionnement des années antérieures qui s'élève à 94,4 M F CFP, celui-ci s'élève au 31 décembre 2011, à la somme de 83,1 MF CFP.

## Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement de l'exercice 2011 s'élèvent à 440,5 MF CFP soit un taux de réalisation de 88,15 % par rapport aux prévisions. Ce montant intègre l'excédent de fonctionnement reporté des années antérieures. Ces recettes proviennent principalement des contributions, des subventions du FIP et dotations de l'Etat, et enfin de l'excédent de fonctionnement. Le tableau ci-après donne la ventilation par nature des recettes de fonctionnement :

### VENTILATION PAR NATURE DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre	Désignation	Prévisions (a)	Réalisations (b)	% des réalisations (b) / (a)
002	Excédent de fonctionnement	99 239 989	99 239 989	100,00%
013	Atténuations de charges	130 186	833 813	640,48%
70	Produits des services, du domaine & ventes div.	4 188 190	3 498 750	83,54%
74	Dotations, subventions & participations	396 125 457	336 904 804	85,05%
77	Produits exceptionnels	27 000	27 000	100,00%
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>499 710 822</b>	<b>440 504 356</b>	<b>88,15%</b>

## Répartition par catégories de recettes

### Chapitre 002

Ces réalisations ne sont que des écritures budgétaires ne donnant pas lieu à émission de titres de recettes.

### Chapitre 013

Ce chapitre intègre les remboursements des indemnités journalières et cotisations de la CPS relatifs aux arrêts maladie du personnel du SPC.

### Chapitre 70

Ce chapitre concerne les recettes dues par les communes pour l'assistance et la maintenance des logiciels de gestion financière et de ressources humaines. Ces recettes s'élèvent à 3,4 MF soit un taux de réalisation de 83,54 %.

### Chapitre 74

Ce chapitre a été réalisé à 336,9 MF et alimenté comme suit :

- les contributions des communes adhérentes pour 280,48 MF,
- les subventions du FIP pour 14,19 MF (financement des projets intercommunaux de formation),
- la subvention du FIP pour 6,02 MF pour le financement du chef de projet FPC
- la subvention du FIP pour 11,11 MF pour les études et maîtrises d'eau de l'AEP,
- la dotation de l'Etat pour 11,91 MF pour le financement du chef de projet FPC,
- la dotation de l'Etat pour 7,40 MF (financement des projets intercommunaux de formation),
- les participations des communes non adhérentes pour 5,79 MF.

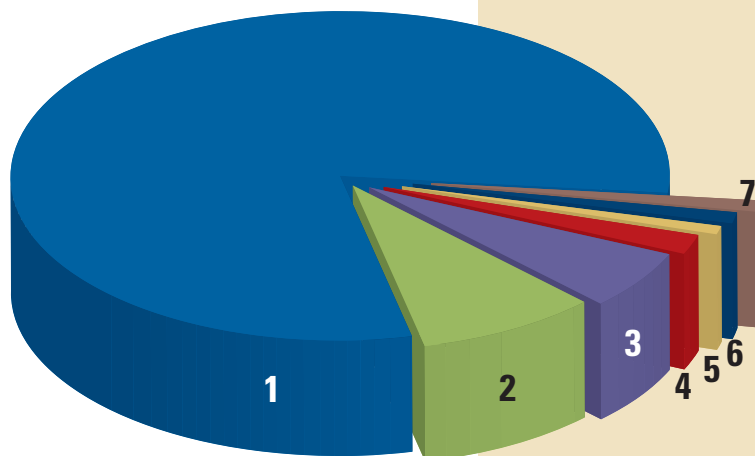
S'agissant des subventions du FIP inscrites au budget pour 74 MF, il reste à percevoir 42,97 MF. Ce montant sera repris au budget 2012.

### Chapitre 77

Ce chapitre concerne les produits exceptionnels, pour 27 000 F CFP (annulation d'un mandat de 2005 atteint par la déchéance quadriennale).

## Réalisation des recettes de fonctionnement par rapport aux prévisions

1. Contributions des communes adhérentes	280 480 486 F	82%
2. Subventions du FIP	31 318 276 F	9%
3. Dotations de l'Etat	19 307 842 F	6%
4. Participation de collectivités non adhérentes	5 798 200 F	2%
5. Remboursement IJ cotisations par CPS	833 813 F	0,24%
6. Annulation d'un mandat	27 000 F	0,01%
7. Assistance et maintenance informatique	3 498 750 F	1%



## ►►► Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses globales de fonctionnement pour une réalisation de 357,3 MF CFP sur les 499 MF CFP inscrits en 2011, affichent un taux de réalisation de 71,50 %. Pour information, ces dépenses s'élevaient en 2010 à 369,6 MF CFP. Le tableau ci-après donne la ventilation par nature de ces dépenses :

### VENTILATION PAR NATURE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre	Désignation	Prévisions (a)	Réalisations (b)	% des réalisations (b) / (a)
011	Charges à caractère général	243 487 898	126 356 155	51,89%
012	Charges de personnel	228 573 151	208 538 311	91,24%
65	Autres charges de gestion courante	10 396 850	8 888 461	85,49%
66	Charges financières	2 000 000	719 598	35,98%
68	Dotations aux amortissements	8 063 842	8 063 842	100,00%
002	Déficit reporté	4 749 232	4 749 232	100,00%
23	Virement à la section d'investissement	2 439 849		0,00%
<b>TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>499 710 822</b>	<b>357 315 599</b>	<b>71,50%</b>

## Répartition par catégories de recettes

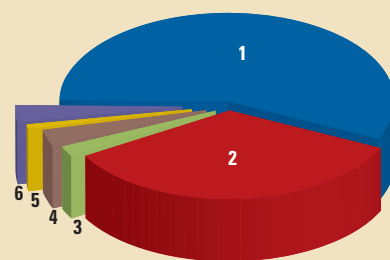
### Chapitre 011

Les charges à caractère général représentent un volume financier de 126,3 MF CFP et détiennent un taux de réalisation de 51,89 %. Elles correspondent aux dépenses courantes de fonctionnement telles que l'achat de fournitures de bureau, l'entretien, la maintenance du patrimoine (bâtiment, véhicules de service, matériel, mobilier, etc.), l'électricité, le téléphone, l'achat de formations auprès de prestataires, les assurances, les frais de transport des stagiaires, des élus, des agents du SPC.PF, etc.

Ce taux de 52 % s'explique :

- par des efforts de gestion dans toutes les compétences,
- par le report sur 2012 d'une grande partie des actions de formation relative à la fonction publique communale (tournées d'information dans les archipels). Ce report est dû au retard occasionné par la publication des textes de la réforme FPC,
- par le report sur 2012 des études budgétées à la compétence eau potable. En effet, sur les 26 MF seuls 5 MF ont été réalisés. Ce report est dû pour de multiples raisons : difficulté à réunir la commission d'ouverture des plis, délai de signature des conventions de financement et délai du rendu exécutoire trop long ce qui a engendré un retard important dans le lancement des études, convention de financement d'une commune non signée, etc.
- par le report sur 2012 des actions de formation à l'utilisation du logiciel de facturation au niveau de la compétence informatique.

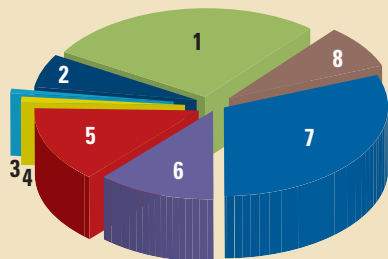
## Exécution des dépenses de fonctionnement par rapport aux prévisions



1. 012 - Personnel	208 538 311 F	58%
2. 011 - Dépenses de gestion courante	126 356 155 F	36%
3. 002 - Déficit de fonctionnement antérieur reporté :	4 749 232 F	1%
4. 68 - Dotations aux amortissements	8 063 842 F	2%
5. 66 - Charges financières	719 598 F	0%
6. 65 - Autres charges de gestion courante	8 888 461 F	3%



## Dépenses de fonctionnement réalisées par compétence



1. Administration générale	100 570 961 F	28%
2. Promotion de l'institution communale	20 682 125 F	6%
3. Documentation	804 810 F	0%
4. Restauration scolaire	2 630 318 F	1%
5. Adduction en eau potable	49 998 483 F	14%
6. Informatique	41 834 612 F	12%
7. Formation des agents communaux	111 055 555 F	31%
8. Formation des élus communaux	29 738 735 F	8%

### Chapitre 012

Les charges de personnel avec 208,5 MF CFP réalisées soit 91,24 % des prévisions, elles représentent 58,32 % des dépenses globales de fonctionnement. Elles se détaillent comme ci-après :

- 162 MF pour les salaires du personnel permanent,
- 31 MF pour les charges patronales,
- 10,5 MF correspondent à la rémunération des formateurs,
- 0,2 MF pour les salaires du personnel temporaire,
- 4,8 MF correspondent aux diverses indemnités (remboursements des loyers du chef de projet fonction publique communale et de la directrice de la formation, remboursement de la retraite complémentaire CNP à certains agents, paiement de l'indemnité du trésorier, de l'indemnité du régisseur d'avance et des frais pour la médecine du travail).

Ce poste est en diminution de 9,5 % par rapport à 2010 (démission d'un responsable de formation, non recrutement du chef de projet informatique et par une économie sur l'indemnité de résidence qui devait être versée au chef de projet fonction publique communale).

Au total, en 2011, le SPC.PF a employé 27 agents.

### Chapitre 65

Sur ce chapitre, ont été mandatées les indemnités de fonction du Président et de la 1<sup>ère</sup> Vice-présidente, les cotisations à l'IRCANTEC et les indemnités de déplacement des élus lors des missions. Les charges de gestion courante s'élèvent à 8,88 MF soit un taux de réalisation de 85,49 % par rapport aux prévisions.

### Chapitre 66

Le chapitre 66 enregistre les intérêts relatifs à la ligne de trésorerie contractée auprès de la Banque de Tahiti. Pour 2011, ils s'élèvent à 0,71 MF soit un taux de réalisation de 35,98 % par rapport aux prévisions.

Ce faible taux représente l'effort de gestion concernant la mobilisation de la ligne de trésorerie.

### Chapitre 68

Le chapitre 68 enregistre les dotations aux amortissements. Elles s'élèvent à 8 MF et représentent 2,26 % par rapport aux dépenses de fonctionnement. Le graphique ci-dessous affiche la répartition des dépenses de fonctionnement et met, comme rappelé plus haut, en évidence la part des dépenses de personnel dans l'exécution des dépenses 2011.

## ► Evolution des résultats

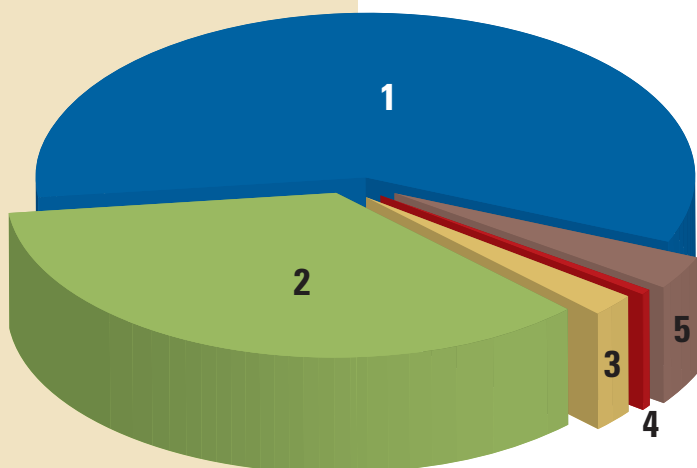
La section de fonctionnement génère donc un excédent de **83 188 757 F CFP**.

Le budget 2011 a été établi à minima et réduit par rapport au débat d'orientation budgétaire. Il avait été décidé de ne pas alourdir les charges des communes par une augmentation des cotisations, compte tenu de la difficulté financière des communes et compte tenu de l'excédent cumulé antérieur.

Les contributions des communes adhérentes ont donc été stabilisées. Cette stabilisation des contributions correspond aussi au fait que le SPC.PF est arrivé à ce que les dépenses de fonctionnement soient équivalentes aux recettes donc aux contributions demandées. Le résultat de l'exercice en section de fonctionnement de la totalité des compétences est excédentaire.

## Réalisation des dépenses de fonctionnement par rapport aux prévisions

1. Frais de personnel + formateurs + prestataires	208 538 311 F	59%
2. Dépenses courantes (électricité, téléphone, entretien...)	126 356 155 F	36%
3. Dotations aux amortissements	8 063 842 F	2%
4. Intérêts (ligne de trésorerie)	719 598 F	0,20%
5. Frais des élus	8 888 461 F	3%



# ANALYSE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Le résultat de clôture de la section d'investissement 2011 affiche un solde de 16,7 MF. Ajouté à cet excédent celui de l'exercice antérieur de 3,2 MF CFP permet de disposer d'un résultat de clôture excédentaire de 20 MF CFP.

## ► Les recettes d'investissement

Les 29,4 MF CFP de recettes d'investissement réalisées proviennent :

- de l'excédent d'investissement reporté pour 5,21 MF CFP,
- de l'affectation du résultat pour 0,16 MF CFP,
- de subventions du FIP pour 16 MF CFP,
- de la dotation aux amortissements pour 8,06 MF CFP.

Elles représentent un taux de réalisation de 96,90 % par rapport aux prévisions.

Le tableau en annexe n° 2 donne le détail des prévisions et des réalisations.

## ► Les dépenses d'investissement

Le montant des mandats émis pour l'année 2011 s'élève à 7,45 MF CFP, soit une réalisation de 24,5 % des 30,4 MF CFP du budget d'investissement de l'année 2011. A ces 7,45 MF il convient de rajouter le déficit reporté de 2010 de 1 973 532 F qui vient gonfler le montant des réalisations passant ainsi à 9,4 MF.

Ce taux de 24,5% s'explique principalement par la non réalisation en totalité des trois opérations d'investissement dont les dépenses ont été engagées et reportées sur 2012 pour 16,2 M F CFP. <1

## ► Conclusion

La situation est contrastée.

Pour 2012, le SPC garde une certaine marge de manœuvre avec un excédent de 80,8 MF, en baisse de 13,6 MF par rapport à la fin 2010. Certaines compétences bénéficient d'une réserve et d'autres sont sans marge de manœuvre. Cet excédent global s'explique toujours par des efforts de gestion au niveau des actions et par une volonté de limiter les coûts de personnel, notamment dans la perspective de l'évolution à venir du SPC. Il constitue également de fait, dans un climat financier communal très difficile, une réserve de trésorerie et/ou d'actions non négligeable.

Cependant, la situation en termes de participation aux compétences optionnelles et l'absence de contribution pour la formation des agents en 2012, peut conduire, pour une baisse globale sensible des contributions, à de fortes disparités suivant les communes. Son devenir peut donc faire débat.

## COMPTES ADMINISTRATIFS 2011 - AFFECTATION DU RÉSULTAT + RESTES À RÉALISER

SECTION D'INVESTISSEMENT	A.G.	Elus	Personnel	Promotion	DOC	Rest. Scol.	AEP	Informatique	TOTAL
<b>• DEPENSES</b>									
Réalisé	593 433	13 863	47 247	0	0	0	707 637	6 094 510	7 456 690
Restes à réaliser	9 333 976	0	0	0	0	0	412 150	6 550 000	16 296 126
Déficit antérieur	0	0	0	0	0	0	1 973 532	0	1 973 532
<b>TOTAL</b>	<b>9 927 409</b>	<b>13 863</b>	<b>47 247</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 093 319</b>	<b>12 644 510</b>	<b>25 726 348</b>
<b>• RECETTES</b>									
Réalisé	4 190 904	703 095	1 878 328	0	0	0	2 415 127	14 888 241	24 075 695
Restes à réaliser	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Excédent de fonctionnement capitalisé	0	0	0	0	0	250 000	167 532	0	167 532
Excédent antérieur	3 951 913	408 973	223 150	0	0	250 000	0	382 985	5 217 021
<b>TOTAL</b>	<b>8 142 817</b>	<b>1 112 068</b>	<b>2 101 478</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 582 659</b>	<b>15 271 226</b>	<b>29 460 248</b>
% Dép/Rec avec RAR et Excédent	121.92 %	1.25 %	2.25 %	0 %	0 %	0 %	119.77 %	82.80 %	87.33 %

## COMPTES ADMINISTRATIFS 2011 - AFFECTATION DU RÉSULTAT + RESTES À RÉALISER

SECTION DE FONCTIONNEMENT	A.G.	Elus	Personnel	Promotion	DOC	Rest. Scol.	AEP	Informatique	TOTAL
<b>• DEPENSES</b>									
Réalisé	100 570 961	29 738 735	111 055 555	15 932 893	804 810	2 630 318	49 998 483	41 834 612	352 566 367
Déficit 2010	0	0	0	4 749 232	0	0	0	0	4 749 232
<b>TOTAL RÉALISÉ</b>	<b>100 570 961</b>	<b>29 738 735</b>	<b>111 055 555</b>	<b>20 682 125</b>	<b>804 810</b>	<b>2 630 318</b>	<b>49 998 483</b>	<b>41 834 612</b>	<b>357 315 599</b>
<b>• RECETTES</b>									
Réalisé	107 164 031	22 359 638	89 618 448	22 570 952	0	0	51 728 745	47 822 553	341 264 367
Excédent 2010	14 153 169	10 975 624	48 620 915	0	5 198 752	6 677 000	852 259	12 762 270	99 239 989
<b>TOTAL RÉALISÉ</b>	<b>121 317 200</b>	<b>33 335 262</b>	<b>138 239 363</b>	<b>22 570 952</b>	<b>5 198 752</b>	<b>6 677 000</b>	<b>52 581 004</b>	<b>60 584 823</b>	<b>440 504 356</b>
% Dép/Rec avec excédent	82.90 %	89.21 %	80.34 %	70.59 %	15.48 %	39.39 %	95.09 %	69.05 %	80.04 %
• Besoin de financement	1 784 592	0	0	0	0	0	510 660	0	2 295 252
• Résultat de fonctionnement 2011	20 746 239	3 596 527	27 183 808	1 888 827	4 393 942	4 046 682	2 582 521	18 750 211	83 188 757
• Autofinancement 2011	1 784 592	0	0	0	0	0	510 660	0	2 295 252
• Excédent de fonctionnement 2011	18 961 647	3 596 527	27 183 808	1 888 827	4 393 942	4 046 682	2 071 861	18 750 211	80 893 505
• Résultat d'investissement 2011	7 549 384	1 098 205	2 054 231	0	0	250 000	-98 510	9 176 716	20 030 026

## DÉLIBÉRATION

**Délibération N° 6/2012 du 8 mars 2012 approuvant les comptes administratifs et de gestion 2011 et portant affectation du résultat de fonctionnement de l'année 2011.**

### Article 1

Le compte administratif 2011 du Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française et le compte de gestion 2011 du Trésorier des Iles-du-Vent, des Archipels et des Iles Australes sont approuvés.

En **fonctionnement**, les dépenses s'élèvent à 352 566 367 F CFP et les recettes à 341 264 367 F CFP soit un résultat de fonctionnement de **-11 302 000 F CFP**. L'intégration du résultat de l'année 2010 de **94 490 757 F CFP** affiche au final un excédent de fonctionnement au 31/12/2011 de **83 188 757 F CFP**.

La répartition par compétence de cet excédent s'établit comme ci-après :

- Administration générale :	20 746 239 F CFP
- Formation des élus :	3 596 527 F CFP
- Formation des personnels communaux :	27 183 808 F CFP
- Promotion :	1 888 827 F CFP
- Documentation :	4 393 942 F CFP
- Restauration scolaire :	4 046 682 F CFP
- A.E.P. :	2 582 521 F CFP
- Informatique :	18 750 211 F CFP.

En **investissement**, les dépenses s'élèvent à 7 456 690 F CFP et les recettes à 24 243 227 F CFP soit un résultat d'investissement de **16 786 537 F CFP**.

L'intégration du résultat de l'année 2010 de **3 243 489 F CFP** affiche un excédent de **20 030 026 F CFP** au 31/12/2011, réparti par compétence comme ci-dessous :

- Administration générale :	7 549 384 F CFP
- Formation des élus :	1 098 205 F CFP
- Formation des personnels communaux :	2 054 231 F CFP
- Promotion :	0 F CFP
- Documentation :	0 F CFP
- Restauration scolaire :	250.000 F CFP
- A.E.P. :	- 98 510 F CFP
- Informatique :	9 176 716 F CFP.

Il est constaté le montant des restes à réaliser :

- en recettes d'investissement de 0 F CFP.
- en dépenses d'investissement de 16 296 126 F CFP.

Le besoin de financement de la section d'investissement est de **2 295 252 F CFP**, se répartissant comme suit :

- Administration générale :	1 784 592 F CFP
- Formation des élus :	0 F CFP
- Formation des personnels communaux :	0 F CFP
- Promotion :	0 F CFP
- Documentation :	0 F CFP
- Restauration scolaire :	0 F CFP
- A.E.P. :	510 660 F CFP
- Informatique :	0 F CFP.

Le résultat global est donc de :

- **360 023 057 F CFP en dépenses**, et de
- **365 507 594 F CFP en recettes**.

### Article 2

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2011 et constatant que le compte administratif présente un excédent de fonctionnement de **83 188 757 F CFP**.

Après en avoir délibéré, décide d'affecter le résultat de fonctionnement de l'exercice 2011 en réserve (compte 1068) : **2 295 252 F CFP** et constate l'affectation en report de fonctionnement (compte 002) d'un montant de **80 893 505 F CFP**, se répartissant comme suit :

- Administration générale :	18 961 647 F CFP
- Formation des élus :	3 596 527 F CFP
- Formation des personnels communaux :	27 183 808 F CFP
- Promotion :	1 888 827 F CFP
- Documentation :	4 393 942 F CFP
- Restauration scolaire :	4 046 682 F CFP
- A.E.P. :	2 071 861 F CFP
- Informatique :	18 750 211 F CFP.

### Article 3

Conformément aux dispositions des articles 421-1, 421-4, 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Polynésie française peut être saisi par la voie du recours formée contre la présente décision, dans un délai de trois mois à compter de sa publication.

### Article 4

Le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera.



# LES COMMUNES ADHÉRENTES AU SPC EN 2011

Subdivisions	Communes	COMPÉTENCES OBLIGATOIRES	COMPÉTENCES OPTIONNELLES		
		Administration Générale - Formation des Elus - Formation du Personnel Promotion institution communale - Documentation	Restauration scolaire	Eau potable	Informatique
Australes	Raivavae	OUI	OUI	OUI	OUI
Australes	Rapa	OUI	OUI	OUI	OUI
Australes	Rimatara	OUI	OUI	OUI	OUI
Australes	Rurutu	OUI	OUI	OUI	OUI
Australes	Tubuai	OUI	OUI	OUI	OUI
IDV	Hitia'a o te ra	OUI			OUI
IDV	Mahina	OUI	OUI		OUI
IDV	Moorea-Maiao	OUI			
IDV	Paea	OUI			OUI
IDV	Papara	OUI	OUI		
IDV	Papeete	OUI			
IDV	Pirae	OUI			
IDV	Punaauia	OUI			
IDV	Taiarapu est	OUI			
IDV	Taiarapu ouest	OUI			OUI
IDV	Teva i uta	OUI	OUI		OUI
ISLV	Bora Bora	OUI	OUI	OUI	OUI
ISLV	Huahine	OUI	OUI	OUI	
ISLV	Maupiti	OUI			OUI
ISLV	Tahaa	OUI	OUI	OUI	OUI
ISLV	Taputapuatea	OUI	OUI	OUI	OUI
ISLV	Tumaraa	OUI	OUI	OUI	OUI
ISLV	Uturoa	OUI		OUI	OUI
Marquises	Fatu-Hiva	OUI	OUI	OUI	OUI
Marquises	Hiva-Oa	OUI			OUI
Marquises	Nuku-Hiva	OUI	OUI	OUI	OUI
Marquises	Tahuata	OUI	OUI	OUI	OUI
Marquises	Ua-Huka	OUI	OUI	OUI	OUI
Marquises	Ua-Pou	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Anaa	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Arutua	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Fakarava	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Fangatau	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Gambier	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Hao	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Hikueru	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Makemo	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Manihi	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Napuka	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Nukutavake	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Puka Puka	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Rangiroa	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Reao	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Takaroa	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Tatakoto	OUI	OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Tureia	OUI	OUI	OUI	OUI
	TOTAL	46	35	34	39

[illegible]